Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

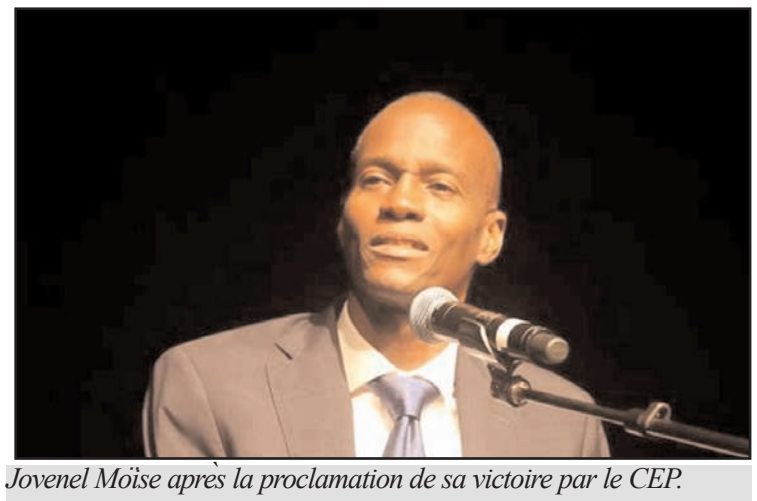
Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVII, No. 14 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***12 - 19 avril 2017***

TRAFIC DE DROGUE ET BLANCHIMENT D'ARGENT

Jovenel Moïse peut-il surmonter les mauvaises habitudes

Le nouveau président haïtien, qui a pris logement au Palais national, depuis le 7 février 2017, traînant une inculpation criminelle comme un boulet à ses pieds, reste prisonnier de ses habitudes. Son acoquinement avec des gens de réputation douteuse le met en mauvaise posture par rapport aux milieux internationaux traditionnellement pourvoyeurs de millions aux administrations haïtiennes en panne de ressources. Aussi, coincé se voit-il acculé à se tourner vers des amis pour le dépanner, histoire de le tirer d'un mauvais pas, soit le besoin de plus d'une centaine de millions de gourdes. Les faits entourant cet incident aideront à mieux comprendre les motifs derrière le choix de personnes en porte à faux avec la justice pour occuper de hautes fonctions dans l'administration publique.



Jovenel Moïse après la proclamation de sa victoire par le CEP.

En effet, l'opinion publique s'arrête surtout sur le cas de Magalie Habitant, qui a été nommée au poste de directrice du Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS). Presque immédiatement après la nomination de celle-ci à cette haute fonction, Jovenel Moïse, qui voulait « *apaiser la rue* » dont certaines franges commençaient déjà à s'agiter contre lui, avait fait la requête d'une somme de 100 millions de gourdes auprès d'elle. On rapporte, dans le monde des banquiers locaux, qu'elle lui a versé USD 100 000. Il semble que la nouvelle directrice du SMCRS soit encore plus ponctuelle et rapide que même le ministre des Finances.

Suite en page 15

PRÈS D'UNE ANNÉE APRÈS SON INAUGURATION

Ça bouge à la clinique Jacques Viau de Consuelito, R.D.

À la salle d'attente de la clinque Jacques Viau, le personnel médico-humanitaire des deux fondations posent pour une photo souvenir.

Presque une année après son inauguration, la clinique Jacques Viaux, installé au batey Consuelito, proche de la ville dominicaine de San Pedro de Macoris, surtout au service des coupeurs de canne de cette zone et leurs familles, remplit parfaitement bien sa mission. Une foire médicale à caractère international organisé le mois dernier a accueilli la grande foule venue de trois usines. Deux fondations, une américaine et l'autre dominicaine, ont mis à contribution leurs ressources humaines et matérielles

Suite en page 15

CONTRÔLE DU POUVOIR : LES BALLES SIFFLENT A LA CITE DE L'INDEPENDANCE

Jovenel Moïse : L'avertissement donné à l'Arcahaïe, une affaire sérieuse

Marasme économique, mesures restrictives et dossier Venezuela ne font pas bon ménage

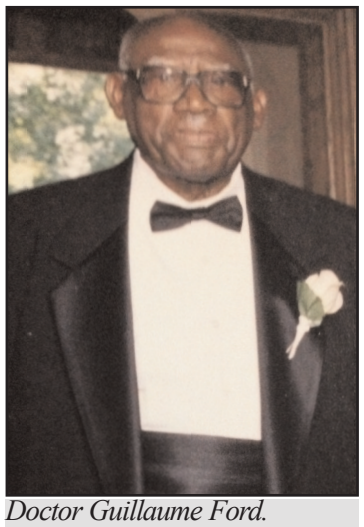
Mal aimé par la population, le président Jovenel Moïse subit la contestation dans le pays. Sa photo est barbouillée dans cette rue achalandée de la capitale (photo Mirabel).

PORT-AU-PRINCE 11 avril — C'est un homme abattu, voire désemparé, qui est sorti indemne dans ce qui apparaît comme un guet apens dressé contre lui au village de l'Arcahaïe, à quelques 40 kilomètres au nord de la capitale. Il a fallu une bonne trentaine de minutes aux troupes de l'Unité de la sécurité de la Garde présidentielle (USGP) pour sortir le président nouvellement élu du guêpier qui l'attendait.

Selon les informations disponibles, des balles fusaient de partout, alors que les troupes s'affairaient à garder *Neg bannan nan* intact. Il a fallu un bon chronométrage aux professionnels qui ont fomenté le coup pour pousser

Suite en page 3

Notable Haitian Protestant Minister turns 100 years old on April 6



Doctor Guillaume Ford.

The Reverend Dr. Guillaume Charles Ford is reaching 100 years on April 6, an inspiring feat. His five daughters, four sons, 18 grandchildren and 16 great grandchildren are throwing a bash on Saturday April 8, at a trendy restaurant in Westbury, N.Y., to honor him. Of his three MD sons, Henri Ronald Ford, who hails from Los Angeles, gained wide acclaim in 2015 for his successful operation separating conjoined twins at a Haitian hospital.

A former superintendent of the African Methodist Episcopal (AME) Church in Haiti, Rev. Ford has had a distinguished

Suite en page 3

TRAFIC DE DROGUE ET BLANCHIMENT D'ARGENT

Jovenel Moïse peut-il surmonter les mauvaises habitudes

Pourquoi Magalie Habitant ?

Sur ces entrefaites, d'aucuns se demandent (et pour cause !) pourquoi le président s'est-il adressé à Mme Habitant parmi toutes ces personnes qui gravitent autour de lui ? De toute évidence, il savait que cette femme avait beaucoup d'argent en liquide en sa résidence, ou bien se trouvant en un lieu qui le rend facilement disponible, sans éveiller le soupçon de gens mal intentionné. Mais Moïse s'est tourné vers Magalie Habitant surtout parce qu'il a l'habitude de s'adresser à lui pour le dépanner.

Des PHTKistes aujourd'hui en rébellion contre Jovenel Moïse, dont ils critiquent l'« *ingratitude*», ont expliqué que la présente directrice du SMCRS finançait la campagne présidentielle de ce dernier, et que, tout au long de cette période, elle était la seule personne qui pouvait livrer des centaines de milliers de gourdes « *dans le plus bref délai* ». Pour avoir fait cette expérience auprès d'elle à plusieurs reprises, le président était certain qu'il pouvait trouver cette somme chez Habitant sans exposer ses secrets à l'indiscrétion de certaines personnes qui ne cessent de « *fouiner dans ses affaires* », cherchant à faire éclater des scandales à son sujet.

Qui se ressemble s'assemble

Même avant les dernières élections dont les résultats rendus par le Conseil électoral provisoire (CEP) de Léopold Berlanger ont donné la victoire à Jovenel Moïse, son nom était toujours lié à des personnes qui avaient une très mauvaise presse. On se rappelle comment il était assimilé à ce quatuor composé d'Evinx Daniel, Michel Martelly, Guy Philippe et lui-même. Bien qu'il fût, au prime abord, plutôt l'associé en affaire de Daniel, à Agritrans, disait-on, à la mort de ce dernier il devint le pote du président-musicien qui à son tour, avait fait de lui son associé. Aussi, faisant référence à ces quatre hommes, les observateurs déclaraient-ils qui se ressemble s'assemble.

Devenu officiellement président de la République, suite à son investiture, le 7 février 2017, Jovenel Moïse n'affiche aucun souci de se comporter en chef d'État, c'est-à-dire à éviter la compagnie de gens à mauvaise réputation qu'il fréquentait. Surtout après ses démêlés avec la justice, dans le cadre de son inculpation pour blanchiment d'argent. Car la fréquentation de telles personnes l'assimile à ce monde dont il aurait tout intérêt à éviter la compagnie.

Les observateurs, qui entretenaient une telle opinion à l'égard de M. Moïse déclarent qu'il est bizarre de constater à quel point le parcours de ces quatre hommes coïncidait. En effet, Guy Philippe est arrêté par la Police haïtienne sur une plainte du gouvernement intérimaire de Jocelerme Privert. Livré aux Américains pour être remis à la justice étasunienne, suite à son inculpation pour trafic de drogue et blanchiment d'argent, par un juge fédéral, il est incarcéré dans une prison fédérale, à Miami, en Floride, attendant son jugement qui doit commencer le 1er mai prochain.

Quant à Jovenel Moïse, il est élu président d'Haïti dans des conditions non élucidées, puis a prêté serment sous le coup d'une inculpation criminelle pour blanchiment d'argent.

En ce qui concerne l'ex-président Michel Martelly, qui a trillé Moïse sur le volet pour être candidat à la présidence du PHTK afin qu'il puisse devenir son successeur, ses démêlés avec la justice américaine n'ont toujours pas été définitivement résolus. Il faut attendre le dernier chapitre de cette saga.

Le quatrième membre du quatuor, Evinx Daniel, a disparu, au début de 2015, sans laisser de traces. Dans les milieux mafieux, en Haïti, sa disparition est imputée à l'ami et associé en affaire du disparu. Des gens proches des procureurs fédéraux, à Miami, on apprend que des personnes passant pour être très au courant des affaires judiciaires, au niveau fédéral, ont fait remarquer qu'à la faveur du procès de Guy Philippe, la lumière sera faite sur des affaires sordides et des crimes que la pègre haïtienne s'acharne à garder secrètes.

Magalie Habitant, à droite, en tenue bleue claire, fait une démonstration publicitaire.

Faut-il ajouter Magalie Habitant au quatuor ?

Les derniers événements entourant les relations qui existent entre le président Jovenel Moïse et Magalie Habitant incitent à poser la question de savoir s'il n'est pas opportun d'ajouter le nom de celle-ci à ceux de ces quatre hommes. Dans ces conditions, le cas du président ne ferait que s'aggraver. Puisque, la présidente du SMCRS faisant l'objet d'une enquête de l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF) se retrouverait dans la même lignée que Jovenel Moïse. Nul ne sait si son dossier, à l'instar de celui du président de la République, le moment venu, ne soit acheminé au commissaire du gouvernement pour les suites que de droit.

En tout cas, en maintenant des relations privilégiées avec une personne signalée par l'Unité de référence fiscale d'être passible d'une enquête criminelle, tandis qu'elle fait l'objet d'une inculpation criminelle, équivaut à faire la nique à la justice, une attitude qui ne sied pas à un chef d'Etat ayant prêté serment de respecter et de faire respecter la Constitution et les lois du pays.

Dans le meilleur des mondes, M. Moïse devrait afficher le respect des lois, surtout en ce qui concerne le blanchiment d'argent, pendant que les mécanismes de contrôle du système bancaire international ont Haïti dans leurs lunettes et qu'ils s'apprêtent à prendre une décision, pas plus tard que l'année prochaine, afin de décider si oui ou nom il faut sanctionner les banques haïtiennes pour avoir toléré l'injection d'argent sale dans leurs institutions.

Lors de la dernière réunion sur la nécessité de protéger le système bancaire international contre l'invasion d'argent contaminé, Haïti (les banques nationales) trouvé victime de ce fléau, le pays s'était vu donner un sursis jusqu'au mois de mai 2017, les autorités politiques ayant pris l'engagement de rectifier le tir en renforçant le système légal régissant la matière.

En clair, l'affaire Jovenel Moïse et le comportement affiché par le président de la République dans ses relations avec des personnes suspectée de commettre ce crime risquent d'attirer sur les banques haïtiennes les foudres des régulateurs du système bancaire international. On sait ce que cela pourrait signifier pour les institutions bancaires haïtiennes.

Entre-temps, Jovenel Moïse prend des mesures qui laissent croire qu'il entend sévir contre ceux qui, en Haïti, militent contre le blanchiment d'argent. Par exemple, au CONALD, organisme national de lutte contre la drogue, il a mis à pied Antoine Atouris qu'il a remplacé par Lener Renaud. A l'UCREF, il se prépare à forcer Sonel Jean-François à la retraite, bien que son mandat le garde en poste pendant au moins encore deux ans. Jean-François est le directeur de cette institution qui, après enquête, avait acheminé son dossier au commissaire du gouvernement pour les suites légales. On attend encore pour voir ce qu'il entend faire avec le directeur général de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC). Sur ces trois piliers sont montés les mécanismes de contrôle de la lutte contre les stupéfiants et la corruption.

Jovenel Moïse semble se préparer à adapter ces institutions au besoin de le blanchir de toute accusation relative au blanchiment d'argent.

Créole Plate Inc.

Take Out & Catering

We serve
a
delightful array of dishes for
Breakfast, Lunch and Dinner

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St.

Pension de famille au Bois-Verna, Port-au-Prince

* Découvrez Gizoue Pension de famille dans un quartier chic et sécuritaire

* Confiez votre garçon de 6 à 16 ans à une éducatrice de carrière

et une directrice d'école bien connue de la place

* Un encadrement et un service de qualité attendent votre enfant

Pour info : tel. (509) 44430879 et (509)32929727
E-mail : Gizouelamaternelle@gmail.com

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 3

CONTRÔLE DU POUVOIR : LES BALLES SIFFLENT A LA CITE DE L'INDEPENDANCE

Jovenel Moïse : L'avertissement donné à l'Arcahaïe, une affaire sérieuse

Marasme économique, mesures restrictives et dossier Venezuela ne font pas bon ménage

Suite de la page 1

un véhicule en travers du chemin et forcer le cortège présidentiel à stopper. Au village de l'Arcahaie, il se répète que « *c'est l'armée indigène qui bataillait* », puisque les balles sortaient de partout sans qu'on arrive à dépister les assaillants armés dans le périmètre. Cette thèse est alimentée par le fait qu'il n'y a eu aucune arrestation sur le fait, malgré le ratissage orchestré par des policiers de l'USGP, peu après l'événement.

Un complot ourdi pour mettre le président au pas ?

Il ne fait aucun doute que ce coup émanerait des dissensions non équivoques entre la présidence et des instances du regroupement qui l'ont conduit au Palais national, à savoir le PHTK (Parti haïtien têt kalé) de l'ex-président Martelly et d'autres partis politiques de second ordre. Sinon, fait-on remarquer, Jovenel Moise ne serait pas sorti vivant de ce piège qui n'a fait aucun mort, sinon des blessés parmi les membres les plus zélés de l'escorte du président Moïse. Au juste, voulaient-ils indiquer au président, novice en matière de sécurité, qu'il ne s'agissait pas d'un montage, d'autant que pas moins de six véhicules du cortège présidentiel ont reçu des impacts de balles.

Selon un spécialiste en matière de sécurité, au Palais national, le directeur de la police administrative, duquel doit émaner l'ordre d'assurer la sécurité du président, aurait donné un ordre verbal, en lieu et place d'une transcription écrite. Il arrive aussi qu'au Palais national, personne ne prend au sérieux le président Jovenel Moïse qui baliverne le plus souvent avec les subalternes. On fait remarquer qu'alors que l'ex-président Martelly était familier avec la troupe, Jovenel est trop souvent à la cuisine et annonce aux simples policiers ses intentions. Ces dérogations à l'éthique auraient occasionné un relâchement des normes de sécurité jusqu'à faciliter l'intervention d'une cinquième colonne dans l'USGP.

Fort du danger qui le menace, le président et son Premier ministre, Jacques Guy Lafontant, ont passé toute la fin de semaine en réunion avec le DG de la Police nationale d'Haïti, Michael Ange Gédéon. Hormis celui-ci, le président aurait réclamé la mise au rencart de l'état-major et de toutes les directions générales de la Police. Vraisemblablement, cette mesure serait, selon sa propre logique, susceptible de le mettre à l'abri des pourfendeurs de sa décision de partager le pouvoir avec les parlementaires. Mais, s'assimilerait à la politisation totale de la Police nationale d'Haïti (PNH). Une alternative qui ruinerait tout espoir d'avoir au pays une force de l'ordre compatible aux idéaux démocratiques stipulés par la constitution en vigueur.

Jovenel Moïse pourra-t-il faire le déplacement à l'Arcahaïe le 18 mai prochain ?

Traditionnellement, le président de la république se rend à l'Arcahaie le 18 mai. C'est à cette date, en l'année 1803, rapporte une version de l'histoire, que Catherine Flong décousit le blanc du drapeau français pour créer le bicolore national bleu et rouge. La Constitution de 1987 en fait une journée chômée et, généralement, le discours présidentiel est très attendu en ces lieux historiques.

Héritage de l'ère Martelly, Jovenel Moïse est aussi contesté que son prédécesseur, en raison de la délimitation territoriale engagée par celui-ci. Depuis, la contestation bouillonne dans cette partie du territoire, tout comme dans d'autres recoins qui avaient subi le même sort. Les Archelois entendent rester rattachés au département de l'Ouest plutôt qu'à l'Artibonite. Des rivalités plus que centenaires sévissent encore dans le milieu, et il n'est pas rare que des affrontements aient lieu lors de matchs de football. On ne peut pas compter le nombre de morts enregistrés dans la population et parmi les forces de police au cours des affrontements qui avaient duré des mois pendant le règne controversé de Michel Joseph Martelly. Jusques sous le gouvernement provisoire de Jocelerme Privert, la tension régnait encore pour atteindre son point culminant au mois de mars dernier avec le record de quatre automobiles incendiées et un nombre inestimable de blessés.

On comprend donc, la vulnérabilité de cette zone de revendications que des nageurs en eaux troubles auraient choisie afin de masquer leurs forfaits, le 7 avril dernier. Il reste pour le moins qu'un défi a été lancé au président Jovenel quant à ses intentions de se rendre à l'Arcahaie le 18 mai prochain. Prendra-t-il des dispositions pour nettoyer la zone, à défaut de renvoyer la décision de l'ancien président Martelly ? Dans les deux cas, le mal paraît infini et sa présidence menacée.

Entre temps, le commissaire en charge de l'avant-poste de l'Arcahaie, qui était à la plage au moment de l'agression armée contre le cortège présidentiel, a reçu une promotion. Son transfert au poste de Delmas a été consacré le 7 avril. D'autres nominations devraient avoir lieu dans les prochaines heures. Il semble, fait-on remarquer, que l'approbation de l'actuel DG de la PNH, Michael Ange Gédéon, se fait attendre. Il aurait des réticences en ce qui concerne le démantèlement de l'état-major de la Police, tel que réclamé avec empressement par le président Moïse.

Jovenel Moïse, un homme seul

Mal aimé de la population, vu avec beaucoup réserves par le secteur des affaires qui entend perpétuer les acquis de l'ère Martelly et surtout des parlementaires qui guettent le moment propice pour le mettre en accusation, Jovenel Moise apparaît comme un homme seul. Ses rares proches, qui proviennent du nord-est natal, sont vertement rejetés par la République de Port-au-Prince. Le PHTK réclame des postes ministériels dus à son rôle de facilitateur du pouvoir et serait à la base de ses déboires à l'Arcahaie, s'il faut admettre que le parti de Michel Joseph Martelly contrôle encore la PNH à travers les nominations douteuses effectuées pendant le mandat de Godson Orélus à la tête de l'institution policière. Dans cet imbroglio fatidique, le président prend des mesures restrictives qui risquent de mettre sur la touche les bandits légaux de l'ancien régime Martelly. Ceux-ci n'entendent pas restituer à l'État les véhicules qui avaient été mis à leur disposition par leur ancien patron. Aguerris sur le terrain, ils ne seraient pas prêts à abandonner de tels privilèges.

Pire encore, le silence de la communauté internationale, qui ferme le gousset de la bourse, paraît inquiétant pour l'actuel gouvernement. On ne connaît pas encore les tendances réelles du nouveau président américain, un républicain, héritier de Ronald Reagan, celui qui avait mis les macoutes hors d'état de nuire. En ce sens, le président Moïse n'est pas homme à se laisser tenter par des voyages intempestifs au pays du dieu dollar. En l'absence de signaux positifs, le 28 mars dernier, c'est la première dame, Martine Moise, qui a répondu à une invitation du maire de North-Miami, Joseph Smith.

La crise économique frappe fort à travers le pays

Dans les milieux financiers, on parle d'une croissance économique inferieure à 0,6 % pour l'exercice en cours. L'argent devient une denrée de plus en plus rare. À tout prix, Jovenel Moïse doit conjointement combler le déficit accumulé par ses prédécesseurs Martelly et Privert, et surtout payer la facture Petrocaribe. Pour pallier à la crise, une entente est intervenue avec plusieurs syndicats de transporteurs, afin d'augmenter le coût de l'essence. Avant de laisser le pouvoir, l'ex-président Jocelerme Privert avait refusé de satisfaire aux demandes du nouvel élu d'agir dans le sens d'une augmentation qui ruinerait ses premiers jours de mandat. L'intention a été débattue en Conseil des ministres et l'arrêté est encore sur le bureau du président attendant qu'il y pose sa signature.

L'autre source de revenue immédiate serait les compagnies de téléphonie cellulaire qui, vraisemblablement, ne se font pas prier, avons-nous appris. Une situation analogue avait sévi dans les derniers mois du gouvernement Martelly/Paul. On avait remarqué que les comptes des abonnés étaient soulagés de rondelettes sommes, sans que l'organisme régulateur, le Conseil national des Télécommunications (CONATEL), n'intervienne. Aujourd'hui, la même mesure a été diligentée par les milieux décisionnels du Palais national. Le président Jovenel Moïse a même donné son approbation face à l'urgence de faire tomber des dividendes dans l'assette fiscale du pays. Il faut remarquer que les revenus relatifs à l'impôt locatif tomberont à partir du 1er octobre et il faudra attendre fin décembre pour penser à l'immatriculation. Jovenel et son comparse Jacques Guy Lafontant doivent monter un mat suiffé avec leur attitude arrogante dans le dossier du Venezuela. Ceux qui suivent de près l'évolution de leur choix, en peu de temps au pouvoir, ne voient pas comment ils pourront s'adresser à l'ambassade américaine de Port-au-Prince, la réunion avec le CORE Group n'ayant donné aucun résultat. Novice en politique et malgré son expertise dans le domaine des magouilles dénoncées par le rapport de l'UCREF, Jovenel Moïse est parti les mains vides. Vraisemblablement, il restera à sec jusqu'à ce qu'il fasse amende honorable, avons-nous appris d'une source diplomatique de la capitale. Mais, ce n'est pas tout.

Pour comble de malheur, à moins de cent jours de son quinquennat, le milieu des affaires, qui avait financé sa campagne, tend à montrer ses dents. Nous avons appris que le président Jovenel ne paie même pas l'essence de l'hélicoptère que lui passait l'homme d'affaires d'origine arabe Sheriff Abdallah, un allié de l'ex-président Michel Martelly. Un impair qui lui vaut le refus d'embarquer gratuitement dans ce luxueux appareil qui lui aurait épargné la raclée subie à l'Arcahaie, le 7 avril denier. D'autres « *sympathisants* » du même calibre ont emboîté le pas en faisant la réticence quand il s'agit d'octroyer quelque crédit que ce soit au nouveau régime soupçonné d'être mauvais débiteur. Alors que ce secteur a bénéficié largement des cent-vingt millions décaissés par la Banque centrale afin de soulager l'impact du dollar sur la gourde.

En attendant qu'Haïti réduise ses problèmes économiques en franchissant le cap de la misère endémique qui sévit au point que de pires moments transpirent à l'horizon, le facteur Jovenel Moïse vient obscurcir tout espoir de relance puisqu'il augmente l'incertitude et ses corollaires de malheurs. À moins d'une reconstitution de l'équipe gouvernementale, ce pays retombera dans l'anarchie.

PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraison* », « A Rose in Full Bloom », Istwa Kreyòl ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous… et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « Istwa Kreyòl » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

Notable Haitian Protestant Minister turns 100 years old on April 6

From page 1

career, working with numerous clergymen across various denominations. He has been an enthusiastic partner in the oecumenical movement in Haiti, bringing together Catholic priests and Protestant pastors to find common ground in addressing spiritual and social problems. Recognizing his pioneering work, the State University of Haiti honored him with a doctorate. Also U.S. Congressional recognition presented by Congresswoman Yvette Clark from Brooklyn.

Rev. Ford was also a government employee. In the 1950s he rose through the ranks as an Immigration Officer to become Assistant Director of Immigration and Emigration in the 1960s during the dictatorship of François "Papa Doc" Duvalier. At his personal risk, he helped many individuals, including Ambassador Raymond A. Joseph, in 1961, escape the brutal repression of the regime.

For beating the odds about life expectancy of Haitians (63.5 for male in 2016) and for his overall work, he deserves some recognition. The event on Saturday took place from 2 P.M. till 6:30 P.M. Mirelle Restaurant, 170 Post Avenue, Westbury, L.I., New York, 11590; tel. 516-338-4933.

A report in French on this party will be presented in next week's issue.

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

15 avril, journée mondiale de l'art : En quoi l'être humain est-il nécessairement artiste ?

Par Rosie Bourget

Art plastique, art dramatique, poésie, musique, art artisanal traditionnel, art culinaire, comédie, chanson, gravure sur pierre ou bois, sculpture, décoration, ameublement, menuiserie, ébénisterie, etc. Il y a toujours quelque chose à apprécier dans l'art, car il est une

Rosie Bourget.

création, produit de l'imagination, de la subjectivité de l'artiste. L'art est signifiant, on peut apprendre à l'aimer, c'est-à-dire à le juger, à le comprendre, à l'interpréter à sa façon.

Les métiers d'art offrent une très grande diversité et couvrent des univers très variés, allant de la décoration à l'architecture en passant par la mode, les arts du spectacle, l'industrie ou encore le patrimoine culturel. Les professionnels de ces métiers façonnent, restaurent, imaginent des objets et pièces d'exception à la croisée du beau et de l'utile. Célébrer la journée mondiale de l'art c'est porter un nouveau regard. L'art enrichit, nourrit, vivifie et fortifie. Il éternise nos actes et envies par le génie habile de nos inspirations et aspirations. Par l'art on sublime la beauté, on s'exprime avec le cœur pour partager le bonheur.

Pourquoi apprécier l'art

L'art ne se laisse pas enfermer dans les espaces où il est officiellement reconnu : musées, centres d'art, galeries… on le retrouve à toutes les étapes de la vie quotidienne, à la ville et à la campagne. De tout temps, hôtels et cafés ont fait appel à des peintres pour offrir à leur clientèle un cadre différent. Dans votre liste de priorités, assurez-vous d'avoir un peu de temps pour la lecture, aller voir un bon film, une exposition d'art, un spectacle, écouter de la musique. Tout cela contribue à notre bien-être. Pour un humain, vivre, ce n'est pas seulement avoir un paquet d'organes qui fonctionnent extrêmement bien, la vraie vie est spirituelle. Chacun ressent en lui le besoin de créer, de s'élever au-dessus du quotidien. Le dessinateur, qui élève l'objet au-dessus de sa simple ustensilité, l'a bien compris, voilà qu'il a une âme, qu'on ne l'utilise plus mécaniquement, mais avec le sentiment de satisfaire à une exigence esthétique.

L'art nous libère, il permet l'évasion du conformisme, la résistance aux préjugés... le progrès humain. C'est notre existence même qui progresse, l'expression artistique est un « *jaillissement de moi* ». L'artiste est nécessairement singulier, original, subversif, avec lui l'humain dépasse les bornes, il donne le droit de concevoir sans normes. Même dans les pires conditions, il trouve moyen de chanter, danser, peindre, écrire... exister, en fait. Manger, dormir, c'est irrésistible, certes, mais l'art est essentiel pour nous ramener à l'essentiel.

On recense 198 métiers d'art répartis dans 83 spécialités. Ces professions sont désormais classées dans 16 grands domaines correspondant à des filières économiques. Quelques exemples : ébéniste et tapissier d'ameublement, regroupés au sein du domaine de l'ameublement et de la décoration. Le fontainier, le marbrier, le sculpteur sur pierre et le tailleur de pierre trouvent, quant à eux, leur place dans le champ de l'architecture et des jardins. Si le public connaît bien certains métiers (ébéniste, bijoutier, maroquinier, photographe technicien), d'autres restent à découvrir (sérigraphe, gantier, orfèvre, archetier).

Récemment, de nouvelles professions sont venues élargir le secteur : émailleur sur lave, malletier, fresquiste, guillocheur, feutrier, restaurateur de cuirs...Leur point commun ? Un réel savoir-faire pour transformer la matière, la restaurer, imaginer et produire des objets (pièces uniques, petites séries) à la croisée du beau et de l'utile, et présentant un caractère artistique.

Reconnaissant que la vigueur et la vitalité des arts dépendent du bien-être des artistes en tant qu'individus et en tant que collectivité; à l'occasion de cette journée destinée à l'art, nous tenons à féliciter tous les artistes haïtiens et du monde pour leur contribution dans le domaine artistique. Notamment quelques amis artistes bien connus, tels : la plasticienne Judith Salomon Darucaud, l'écrivaine-romancière Maude Heurtelou (*La Famille Bon Plezi*), le romancier Claudy Briend Auguste, (Ania La Princesse), le poète Guy Cayemite, l'actrice Maggy Benoit, y comprise votre chroniqueuse Rosie Bourget, écrivaine-préfacière-poétesse (*Floraison*, *A Rose in Full Bloom*, *Istwa Kreyòl*).

Merci pour la contribution que vous apportez dans le monde culturel. Car, être artiste est un cadeau du ciel qui n'est pas donné à tout le monde, et qu'on ne peut ni refuser, ni retourner pour être remboursé. Si seulement nous pourrions choisir notre domaine de compétence ! Mais qui d'entre nous peut dire non à Dieu qui nous donne ce que nous méritons ?

L'art est en moi

Par Rosie Bourget

Par l'art,
mon inspiration coule à flot,
par écrit, par des mots.

Par l'art,
ma muse renaît de ses cendres,
chantant comme une offrande.

Par l'art,
je m'exprime avec le cœur,
je partage avec vous mon bonheur.

Par l'art,
l'envie renie ma toile,
le vent emporte ma voile.

Par l'art,
j'écris des vers
pour m'installer dans votre univers.

r_bourget@yahoo.com

INTIMIDATION ET CYBERINTIMIDATION

Quelles en sont les manifestations ?

Par Rosie Bourget

Il n'est pas surprenant d'observer le transfert de certains phénomènes, comme celui de l'intimidation, dans le monde virtuel. Lorsqu'on parle de cyber intimidation, on fait référence à ces gestes de imenace que l'on observe en utilisant des moyens technologiques (sur Internet, sur différentes plates-formes : courriel, texto, blogue, site de réseautage, réseaux sociaux, site de clavardage, forum de discussion, site internet, jeux vidéo en ligne, et la messagerie instantanée pour faire chanter une personne à répétition ou la harceler). Elle peut avoir des conséquences désastreuses pour ceux et celles qui en sont victimes et c'est pourquoi, dans certains pays, particulièrement dans des écoles nationales, la loi interdit certains comportements.

Ces gestes de cyber intimidation peuvent prendre diverses formes : courriels menaçants, piratage d'un compte, vol d'identité, envoie de messages haineux ou de menaces, affichage de contenus photos ou vidéos compromettants ou ayant été modifiés, création de site internet pour nuire à la réputation d'une personne, etc. Bien que ce soit une forme d'intimidation particulière, ce que l'on doit retenir c'est que malgré que le geste soit posé dans le monde virtuel, les effets se font bien sentir dans la réalité. Le jeune qui en est victime en subira les répercussions à l'école ainsi que dans plusieurs autres sphères de sa vie.

C'est dans les années 70 que le Norvégien Dan Olweus, professeur de psychologie à l'université de Bergen, analyse le « *school bullying* » (de *bully,* qui signifie voyou), qui touche majoritairement les enfants de 8 à 11 ans. Il établit trois caractéristiques permettant d'identifier une situation d'intimidation : conduite agressive d'un élève envers un autre avec intention de nuire se répétant régulièrement et engendrant une relation dominé/dominant.

Un sondage révèle que la cyber intimidation est plus fréquente chez les 8 à 12 ans, alors que 73 % des répondants ont affirmé avoir été touchés par une affaire semblable. Les jeunes filles sont plus souvent victimes de cyber intimidation que les garçons, et de façon générale, celle-ci se fait par le biais de sites de réseautage social, indique une récente enquête canadienne. Certains parents en savent très peu sur le comportement en ligne de leur enfant.

Un quart des parents interrogés (26 %) ont affirmé que leur enfant avait déjà été impliqué d'une quelconque façon dans une affaire d'intimidation en ligne. De ce nombre, 66 % des parents ont indiqué que leur enfant avait été la victime, 16 % ont avoué qu'ils avaient été l'agresseur et 18 % ont indiqué que leur jeune avait assisté à l'acte d'intimidation. Le sondage révèle que la cyber intimidation est plus fréquente chez les 8 à 12 ans, alors que 73 % des répondants ont affirmé avoir été touchés par une affaire semblable. Un nombre un peu plus élevé que chez les adolescents de 13 à 14 ans (64 %) et leurs aînés de 15 et 16 ans (71 %). Les parents ont indiqué que les cas de cyber intimidation dans lesquels avait été impliqué leur enfant s'étaient principalement déroulés sur les réseaux sociaux (63 %), par courriel (25 %) ou par téléphone (19 %).

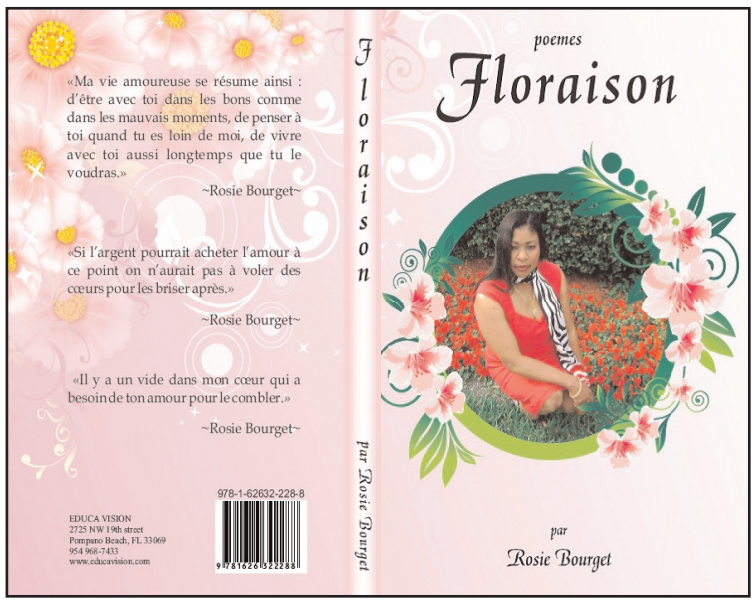
L'intimidation peut être faite par une seule personne ou par un groupe. Il existe plusieurs formes d'intimidation. Intimidation physique (blesser quelqu'un en ayant recours à la force physique ou à des objets) : frapper une personne, lui donner des coups de poing ou de pied, cracher sur elle ou briser ses biens personnels. Intimidation verbale (blesser quelqu'un par la parole) : lancer des injures, des insultes ou des menaces et agacer. Intimidation sociale (blesser quelqu'un avec l'aide d'autres personnes) : répandre des rumeurs, faire des commérages, exclure une personne d'un groupe ou la ridiculiser. Cette forme d'intimidation est plus fréquente chez les filles.

« *Le web est un formidable atout pour les enfants, qui peuvent ainsi rester connectés avec leurs amis et les membres de leur famille et faire leurs devoirs. Mais en tant que parents, nous devons avoir des discussions avec nos enfants et veiller à ce qu'ils aient des comportements acceptables en ligne* », a déclaré dans un communiqué Lynn Hargrove, de Norton, Canada, responsable de l'étude.

L'intimidation est aussi une pratique courante à l'école. Généralement, les enfants sont pour nous des modèles de gentillesse et d'inclusion. Railleries, moqueries, rumeurs, parfois même agression, voire taxage, les persécutions entre élèves n'ont pas toujours de graves conséquences. Mais, dans certains cas, la victime développe des symptômes d'exclusion, voire même de dépression, menant parfois au suicide, en raison des traitements infligés par un ou des agresseurs. Soixante-dix pour cent des enfants de 9 ans disent avoir été victimes de violence et d'intimidation à l'école. L'intimidation de jeunes par des jeunes est une façon de s'imposer par la terreur et la violence. Elle se vit sous plusieurs formes : dépréciation, humiliation, rejet, surnom infériorisant, comparaison dégradante, bousculade, coup, recel, vol, etc.

La cyber intimidation est un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur, ces dernières années. Contrairement à l'intimidation traditionnelle, la cyber intimidation suit sa victime en tout temps, de l'école au centre commercial et jusqu'à la maison, où la victime serait à l'abri de l'intimidation traditionnelle. Avec le temps, les jeunes qui sont victimes d'intimidation ou qui intimident les autres trouvent leur propre façon de faire face à la situation. Certains deviendront déprimés et s'isoleront, alors que d'autres réagiront de façon agressive et auront recours à la violence. Si vous savez ou croyez qu'un enfant est victime d'intimidation, signalez l'intimidation à la direction de l'école et à la police, y compris toute infraction criminelle (menaces, voies de fait, harcèlement et exploitation sexuelle).

r_bourget@yahoo.com



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

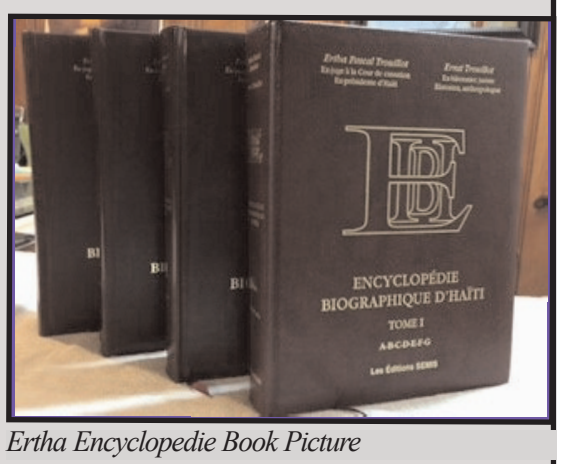
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 6

Kreyòl

VERITE SOU TANBOU :

AYITI KOMANSE DEMARE TOUT BON

Lage m pou m pale pou m di tout sa ki nan kè m

Pòtoprensyèn, moun Pòteprens, kote nou, souple ? Lè a rive pou awondisman nou an avèk 8 komin li yo gen yon lòt vizaj

Pòtoprens, Ayiti – Ayiti, peyi pa w, peyi tout etranje ki renmen l, peyi pa m e peyi nou tout, se youn peyi ki ban nou tout klas resevwa n de bra louvri, sètadi kote pou n respire bon lè ak manje bon bagay natirèl, bagay ki fre pou n sa viv san panse ak maladi k ap pote n ale.

Si otorite nou yo ki te gen chans pou sèvi e non pa pou lòt sèvi yo te fè travay yo, anpil pwogrè ta reyalize nan peyi a san pwoblèm. Sou tan endyen, nan peryòd 1492, nou te gen youn peyi ki te byen vèt paske agrikilti a te gen youn enpòtans kapital. Men sa te vin chanje sou tan lakoloni, kote esklav yo te transpòte tankou sadin nan bato soti toupatou an Afrik de Lwès pou yo te vin travay latè. Peyi a te toujou an premye pozisyon nan zafè agrikilti. Sa te bon nèt pou mèt kolon yo ki reyèlman t ap fè lajan pou ogmante kapital yo ki te penmèt yo vin mèt e seyè pandan 300 lane.

Nan lavi tout bagay gen youn kòmansman ak youn finisman. Se nan kontèks sa a, pawòl Labib la fè nou konprann : « Anyen pa etènèl sou tè a paske se youn ti bout tan nou vin pase anvan nou retounen kote n te soti a ». Esklavaj la pa t pou vitam etènam, paske te gen esklav ki t ap pran nòt e ki te konprann nesesite pou yo te vin lib. Tousen Louvèti, ki konsidere kòm youn jeni, te angaje nan gwo pozisyon nan plizyè peyi ki te pran Ayiti kòm pwopriyete prive yo. Nan epòk sa a te gen peyi Angletè, Espay ak Lafrans ki t ap banbile. Etazini, limenm, potko endepandan. Se te koloni Angletè. Tousen te pase nan tout branch lame peyi sa yo pou l te sa aprann byen kijan pou gouvène. Dènye lame li te pase ladan l nan se lame franse ki te nonmen l jeneral an chèf peyi a ki te rele Ayiti Boyo Kiskeya sou tan endyen epi ki te vin pote non Sen Domeng sou peyòd franse yo. Se Desalin ki vin tounen ak non Ayiti a apre li deklare lendepandans. Lè jeneral franse yo te remake ke jan Tousen t ap gouvènen an li te vin twòp pou yo, se te youn flanm, yo te fè konplo an plizyè okazyon pou yo te elimine l. Finalman, yo te rive jwenn bout li epi yo te arete l. La tou yo anbake l abò youn bato ki te rele Ewo epi yo voye l Lafrans. Men anvan Tousen te kite rad peyi Sen Domeng, li te fè youn deklarasyon tèt chaje ki te devni youn pwofesi : *« Yo arete m, yo pran m e mete m abò youn bato pou yo mennen m nan peyi Lafrans pou m al mouri. M ap fè yo tout konnen ke rasin yo koupe a pral repouse paske yo se youn pakèt epi yo desann byen fon nan tè a . . .»*. Ala youn bèl pawòl, jeni a te di. Eske se pa vre ke Desalin, Petyon, Kristòf, Kapwa Lamò e youn bann lòt gason vanyan te vin antann yo pou kontinye lit la ? Se konsa yo te rive jwenn bout lame franse a ki te sou direksyon Jeneral Wochanmbo (Rochambeau) nan dènye batay la ki te fèt le 18 Novanm 1803 nan Vètyè, tou pre Okap, nan Nò peyi a. Epi tout dirijan yo te dakò pou yo te selebre viktwa a Premye Janvye 1804 nan Gonayiv.

Kòm nou konnen, peyi Etazini te pran endepandans li jou ki te 4 jiyè 1776. Ayiti menm vin pran pa l 28 an pita. E se endepandans Ayiti a ki pral penmèt youn bann lòt peyi vin gen libète pa yo tou. Menm anvan nou te endepandan, nou te batay pou ede Ameriken nan Savana nan Leta Jòji nan lane 1779. Kanta pou sa n fè pou Lamerik di Sid, se Prezidan Petyon ki te akeyi Simon Boliva nan Okay Difon e ki te ba l zam, bato e menm solda pou l ta l libere Gran Kolonbi, nan lane 1816. Gran Kolonbi a te gen Venezwela, Kolonbi ki te anbrase Panama tou, Ekwatè, Pewou, Bolivi, youn pati nan Giyàn epi Brezil. Ayiti te memn ede peyi Lagrès. Nou se youn pèp ki renmen ede e ki gen lanmou pou frè n ak sè n yo toupatou kote kolon t ap toupizi yo.

Kòm nou konnen, Ayiti, ki nan Basen Karayib la, chita sou younn nan gwo zile yo ansanm avèk Repiblik Dominikèn ki gen prèske 2 fwa la vale tè Ayiti, ki gen 27 mil kilomèt kare. Jodi a peyi Ayiti divize an 10 depatman ki konvèti an 42 awondisman, 140 komin ak 570 seksyon. Chak depatman gen youn chèf-lye, kivedi kapital yo. Chak depatman gen youn Delege ki reprezante l onivo nasyonal. Lòt bagay tou, chak depatman gen 3 senatè, ki bay youn total de 30. Pou kounnye a pandan n ap bay rapò sa a, gen sèlman 29 senatè, paske gen younn ki an kontravansyon entènasyonal daprè jan sa te pase lè gouvènman pwovizwa a te renmèt li bay Meriken nan kòmansman lane a, 4 jou anvan li te prete sèman. Tout mounn ap tann rezilta k ap sòti pou konnen si Senatè Gi Filip (Guy Philippe) ap retounen vin pran fonksyon aprè Lajistis amerikèn deside sou kesyon l nan. An pasan, fò m di nou ke se youn sèl fanm, mounn nan Nò, ki arrive senatè. Nan Chanm depite a menm ki konpoze de 130 depite gen sèlman 3 fanm epi 127 gason. Fòk medam yo antre nan jwèt la pou yo okipe fonksyon yo tou, paske se fanm ki bay lavi e byen souvan yo montre ke yo kab pi bon administratè. Epi tou, èske Konstitisyon an pa mande pou gen 30 pou san (30%) reprezantasyon fanm nan tout òganizasyon? Donk, medam, mare anba vant nou pou n pote chaj, paske m konnen nou kapab! Fòk medam yo vin fè youn diferans nan mitan palman an. Nou ankouraje tout medam yo pou yo degaje yo tankou Mari Jàn, Klè Erez, Katrin Flon e latriye, paske medam yo te la ap patisipe depi Ayiti t ap batay pou Lendepandans.

Kòm nou sot di l deja, Repiblik Ayiti gen 10 depatman. Swa dizan onzyèm depatman y ap pale a se yon fason pou yo fè Ayisyen lòt bò dlo dodo. Gwo mesye anndan Ayiti yo pa vle fè nou menm bò isit fache pou n pa vire do bay peyi a. Se yo ki te kòmanse ak pawòl dyaspora a pou separe Ayisyen k ap viv anndan peyi a avèk lòt k ap viv a letranje. Men, kòm Ayisyen renmen frè l avèk sè l, yo pa p janm kite sa k rete lakay yo ap soufri. Se konsa nou leve, se konsa n ap viv, e se konsa n ap mouri.

Pou enfòmasyon, men 10 depatman an :

Atibonit, chèf-lye Gonayiv, 2 milyon 200 mil abitan.

Sant, chèf-lye Ench, 712 mil 200 abitan

Grandans, chèf-lye Jeremi, 860 mil abitan

Nip, chèf-lye Miragwàn, 370 mil abitan

Nò, chèf-lye Kap Ayisyen, 992 mil abitan

Nòdès, chèf-lye Fò-Libète, 430 mil abitan

Nòdwès, chèf-lye Pò-de-Pè, 550 mil abitan

Sidès, chèf-lye Jakmèl, 975 mil abitan

Sid, chèf-lye Okay, 740 mil abitan

Wès, chèf-lye Pòtoprens, 3 milyon 896 mil abitan.

Selon sa nou aprann, gouvènman Moyiz-Lafontan an pral pase nan tout depatman, awondisman ak komin yo avèk youn « Karavàn Chanjman » k ap demare nan Atibonit jou Premye Me ki pral vini la a. Kòm nou konnen tou, Premye Me se jou ki deklare Jou Travayè ak Agrikilti nan tout peyi a. N ap bat bravo pou pwogram sa a e n ap ankouraje pèp la pou l pote kole ak travay sa a k ap bon pou li nan tout sans. Nou ankouraje tout mounn konsyan e konsekan pou yo ede peyi a, paske Ayiti bezwen èd nou tout. Jan sa ta bèl pou n ta wè peyi ap fè pwogrè nan la pwòpte, ki se youn obligasyon !

Annou pran Depatman Wès la avèk 5 Awondisman l yo. Gen Akayè, ki gen 2 komin : Akayè ak Kabarè ; Kwa-dè-Boukè ak 5 komin : Kwa-dè-Boukè, Gantye, Tomazo, Kòniyon ak Fon-Vèrèt ; La Gonav ak 2 komin : Ans-a-Galèt ak Pwent-a-Rakèt ; Leyogàn ak 3 komin : Leyogàn, Gran Gwav ak Ti Gwav; epi Pòtoprens avèk 8 komin: Pòtoprens, Kafou, Dèlma, Taba, Site Solèy, Gresye, Petyonvil ak Kenskòf.

An nou tout pote kole pou n bay Pòtoprens youn figi ki pi bèl, jan sa te ye anvan 1986

Ameli : Mezanmi, sa fè m mal anpil pou m wè eta Pòtoprens tounen, kòm kwa yo ta ka rele l kapital fatra. M ap gade nan liv, nan film ak tout sa lòt moun rakonte m, sa manman m ak papa m fè m konnen, mwen reyalize sa mwen wè la a se le jou ak lannwit. Bagay yo grav tout bon.

Ameli : M ap mande vrèman si sa yo rakonte m yo se verite, paske m pa fouti kwè se nan eta sa a pou peyi m nan ta rive. Epi nou gen youn bann politisyen, entèlektyèl nèg save mele ak analfabèt ki pa bèt ki rete bra kwaze devan tout salte sa a ! O, non, se pa posib ! Mwen oblije pral rele papa m ak manman m pou yo rafrechi memwa m sou jan Pòtoprens te ye. Pòtoprens, kapital peyi m, peyi nou tout Ayisyen k ap viv nan peyi a epi peyi tout lòt yo ki oblije kite l pou y al viv lòt kote pou avansman yo. Epi an menm tan se anbeli y ap anbeli lòt peyi yo ak konesans e bèl bagay. Nou gen anpil frè n ak sè n k ap fè mèvèy lòt bò dlo nan anpil branch ak aktivite. Gen ladan yo ki ta kab ede peyi nou an si yo te gen chans, si yo pat bare yo lawout. Sa fè mal!

« ***Pòtoprens***

Pòtoprens,
Vil natal mwen
Ki manke swen
Se chak jou m ap kriye
Pou jan m wè w ye
Mwen pa konprann ditou
Sa k ap pase w
Kòm youn kapital
Ki pa t dwe nan voksal
Ou se salon peyi Ayiti
Ki dwe resevwa tout mounn
Se nan sityasyon deplorab sa a
Ou twouve w jodi a
Mwen pa kwè ou gen kouraj
Pou sipòte tout gwo domaj
Ke nou lage sou do w konsa
Nan divizyon tèt anba
Nou lage w pou w pèdi tout bote w
M ap rele gras la mizèrikòd, sekou !»

Ameli : Papa Franswa, kote w pou vin sove m, paske m angaje nan tout sans. Vin rapido-presto pou sove m !

Franswa : Sa k genyen, pitit mwen. Ou fè kè m sote wi. Mwen te konprann ou te nan gwo difikilte. Mwen kouri byen vit vin jwenn ou pou m te sove w nan kalamite m panse ke w ye a. Sa k genyen menm ? Woy! Ban m pran yon ti souf.

Ameli : Papa, bwè youn ti gout dlo, paske m gen anpil bagay pou m mande w, pou m sa aprann nan men w. Kote manman m ? Manman vin chita tou, paske m bezwen nou tou lè de pou youn bagay enpotan.

Tisya : Nou fè m sezi, paske Franswa pa janm retounen. Mezanmi, n ap touye Tisya paske nou ba l twòp pwoblèm ak kè sote nan kay la. Se yon ti manje m ap prapare pou nou la a. Mwen pa fouti chita. Ou mèt kòmanse pale ak papa w, Franswa, ki ka kòmanse ede w nan sa w bezwen an. Mwen pral kontinye pou m fini ak manje a. M ap tounen.

Ameli : Manman, pinga w mize paske m ta renmen ou la tou.

Tisya : Kòman, ou gen youn pwoblèm, Ameli ? Pinga w vin ban m sezisman non! Pinga kriye.M ap vini.

Ameli : Ou tande jan manman m panse. Antouka, sa l panse a se pa sa ditou, paske mwen p ap janm mete abse sou klou sou youn peyi k ap depafini, youn depatman k ap fin detwi epi youn awondisman Pòtoprens ki fin devaste. Gade kijan li tounen youn depo fatra devan je nou la a.

Fòk pwoblèm fatra sa a fini, fòk nou fè yon sakrifis, youn gwo konbit presto-presto.

Franswa : Ameli, ma fi, peyi nou pa t janm konsa. Kapital la ki se salon nou te byen bèl pou resevwa tout klas vizitè. Gen youn epòk peyi nou te konside kòm *« La Perle des Antilles »*. Kivedi pat gen tankou Ayiti tèlman li te bèl. Jodi a daprè sa nou tout konstate, peyi a tounen ‘ Krizokal’ paske otorite nou yo neglije pran swen kapital la ki vin tounen youn depo fatra. Kanmenm, se pa fòt dirijan yo sèlman, paske gen youn opozisyon san vizyon ki, yo menm tou, anpeche peyi a demare. Se sa k fè anpil mounn di se youn diktatè ki pou ta korije tout bagay. Malgre tou, Prezidan Franswa Divalye te renmen peyi l kòm youn patriyòt, paske peyi a pa t sal konsa. Genlè se youn politik fatra ki layite kò l nan peyi a sitou nan kapital la.

Ameli : Bon, papa, nou pa ka tounen nan tan Franswa avèk menm politik ki te lakòz youn bann ekspè kouri kite peyi a. Kanmenm, kisa w ta konseye dirijan yo fè pou gen bon jan solisyon pou peyi a ?

Franswa : Prezidan ki fèk monte a mande pou Leta reprann plas li anndan Leta a pou bagay yo ka mache. Mwen konstate li gen bòn volonte pou l fè bon bagay tankou Prezidan Dimasè Estime ki te reyèlman youn prezidan ki te vle peyi a devlope. Si nouvo Prezidan an vle reyisi vre, se pou l lage kò l nan agrikilti epi kontwole travay tout minis yo. Asireman, bagay yo pa p fasil pou li, men fòk li mete gason sou li. Se pou l retounen avèk Lame a pou sekirite peyi a de tout manyè. Nouvèl ame a pa pral batay ak okenn lòt peyi ni fè kou deta. Men y ap sekirize peyi a lè gen gwo siklòn epi travay pou devlòpman peyi a, kòmanse ak rebwazman epi siveyans fwontyè ak tout kòt peyi a. Sa pral wete anpil fado sou do lapolis ki pral kapab travay avèk efikasite pou bay sitwayen yo, sitou nan vil ak nan tout ti bouk nou yo, bon jan sekirite.

Ameli : Mwen gen mwayen pou m swiv mouvman yo. Mwen kwè demaraj nouvèl ekip la bon. Gouvènma anonse youn mouvman karavàn k ap pran pye e k ap demare nan Latibonit dat Premye Me a.

Franswa : Se trè byen sa. Mwen ta swete yo penmèt li bouje paske gen youn pakèt mechan nan peyi a ki renmen divizyon olye de pwogrè. Se pou tout mounn pote kole, mete men a la pat. Nou t ap pale de Pòtoprens, chèf-lye Depatman Wès la e anwondisman an menm tan, tankou lòt 4 yo ki se Akayè, Kwa-dè-Boukè, Lagonav ak Leyogàn. Men 4 lòt awondisman nou fèk site yo pa gen menm pwoblèm tankou Pòtoprens ki gen twòp mounn ladan l. Mwen kwè ke otorite yo dwe panche sou sitiyasyon sa a ansanm ak lòt sitwayen nan kapital la pou yo rezoud pwoblèm nan, paske avèk bòn volonte yo kapab. Desantralizasyon ak rebwazman se priyorite pou peyi a. Fòk Minis Edikasyon Nasyonal la pa bliye pwomès Prezidan Jovnèl Moyiz sou zafè rebwazman an avèk patisipasyon tout timounn lekòl ki ka resevwa nòt pou klas yo. Se pou l degaje l.

Tisya : Oke, mezanmi, men manje mwen t ap fè a. Nou wè m t ap travay

Ale nan paj 6

Artistes recherchés

Now is time to organize
Get serious about the business of dancing and acting.

Pour l'expansion de notre culture aux États-Unis, nous recherchons des artistes des deux sexes. Nous avons deux maisons respectivements à Queens, New York et à Tempa, Floride. Si vous désirez devenir une étoile brillante et une vedette charmante, inscrivez-vous dès aujourd'hui pour les cours de danse folklorique, le théâtre et la chorale. Que vous soyez amateur ou professionel, il y a de la place pour vous. Pour vous divertir encore, chaque dernier Vendredi du mois, le Club Xaragwa, une extension d'Anakawona vous attend et vous réserve quel que chose de surprenant à partir de 20 heures.

Anakawona Association, Inc. / Club Xaragwa
2935 Beach Channel Drive, Far Rockaway NY 11691
Tel.: 718-327-7454 813-416-2558
Demandez pour Ti Toutou, Judith Lamardieu et Jacques Dorcé

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 7

ARTS & SPECTACLES

Suite de la page 16

jouer en medley à ces genres d'activités culturelles où chaque seconde vaut son pesant d'or. Pas de temps pour des racontars, *ni bann pale franse sa yo*. Sous l'effet des émotions, face à un si large public, on risque de commettre des fautes en essayant d'improviser dans la langue de Victor Hugo.

Dans le cadre de cette fête, Klass a présenté un medley qui n'a pas été bien raccordé, les séquences musicales n'ayant pas été bien choisies. Cela n'empêche que Klass ait présenté une bonne prestation, comparativement à ses participations aux festivals/ concerts antérieurs. La transition d'une musique à une autre a laissé entrevoir une coupure, au lieu d'une fluidité. Richie doit certainement utiliser un break pour annoncer le changement de musique ou de tonalité. Pour quelqu'un qui assiste à la prestation de Klass en live pour la première fois, il ne doit pas se rendre compte qu'il s'agit d'un medley. Richie a des corrections à faire en ce sens, puisque les musiciens de Klass ont du métier. *Ti sa a, Richie ak mizisyen Klass yo ka fè l.* Une critique positive aide à corriger les erreurs et à faire avancer dans la bonne direction celui ou celle qui est l'objet de cette critique.

Le Tabou Combo et Mickaël Guirand, l'ex-chanteur du groupe Carimi, au concert « La nuit du kompa »

Le Tabou Combo est entré sur scène immédiatement après Klass. Il a commencé avec une musique qui l'identifie « Gad on bolewo ». Tabou a fait une longue excursion musicale en medley. Puis, Shoubou a introduit Mickael Guirand, ex-chanteur du groupe Carimi. Celui-ci a fait une bonne et très succincte introduction en français, qui a prouvé sa facilité de langage. Il a annoncé son retour définitif sur la scène HMI, précisant que c'est pour lui un grand honneur de se retrouver sur la même scène avec Tabou Combo, cette légende vivante. Il a rendu un hommage bien mérité à son groupe défunt « *Carimi* ».

Faisant la pompe rythmique à la guitare à intervalles réguliers (*grate gita*), tandis que Dener Céïide a ouvert la partie à Mickaël Guirand. Celui-ci a commencé sa prestation en interprétant la chanson « *Ayiti Bang Bang* » de Carimi. Le public a vivement réagi à son apparition sur scène. C'est tout ce dont il avait besoin pour se décontracter. Il ne savait pas comment le public allait l'accueillir. Il a ensuite, en duo avec Shoubou, interprété « *Yo* », chanson à succès du Tabou Combo. C'était superbe ! Puis il a entamé avec « *Baissez Bas* », encore une autre chanson du répertoire de Tabou Combo.

On s'attendait à ce que Mickaël Guirand se cogne la tête là où Shoubou , dans la version enregistrée de « Baissez Bas », avait changé d'octave pour ensuite revenir à l'échelle musicale de départ sans que sa voix ne craque. C'est ce qu'en musique on appelle dynamisme musical. Mickaël l'a réussi à sa façon, sans interrompre ni altérer le rythme. Il a ainsi prouvé son intelligence. Bravo Mickaël ! Il a ensuite interprété « *Phénomène Tabou* ». Tabou a offert une autre chanson très connue « *Haïti* », qui a marqué des générations. Herman Nau a joué à la batterie dans cette chanson. Tabou Combo a clôturé sa prestation avec « *Mabouya*» . Aux claviers, on remarquait la présence de Jocel Alméus et Dany Lebeau. Mickaël Guirand s'est bien adapté au style

Shoubou (Roger M. Eugène) la marque de fabriue du Tabou Combo.

de Tabou Combo, reconfirmant son talent de chanteur et d'animateur-né.

La leçon d'histoire

Tabou a changé l'atmosphère musicale qui régnait avec des chansons vieilles de 35 à 45 ans et qui conservent encore leur fraîcheur. En passant, il faut dire qu'-Herman Nau paraît être en pleine forme physique. Il bouge sans essoufflement. Qu'il continue à jouer au tennis et faire de la musculature. Cela l'aide à bien se tenir sur scène. Car Tabou Combo a encore un long parcours à faire. Si Herman Nau ne tourne pas la tête de temps en temps au cours du spectacle, c'est que le jeune Jonas Imbert assurait bien son rôle de batteur. Comme préfet de discipline du Tabou Combo, Herman est très exigeant.

Tabou Combo a prouvé qu'il a du métier, et le professionnalisme des musiciens permet de le placer dans un univers à lui seul connu. Sans le moindre doute il détient le secret de la réussite aux festivals et aux concerts. Les musiciens de la nouvelle génération, pris d'orgueil, voire l'envie, ne demanderont jamais au Tabou Combo de partager une partie de ses secrets avec eux. D'ailleurs, ils disent tous que les temps ont changé et que les anciens groupes sont maintenant désuets. Ce samedi 8 avril 2017, ils ont appris une leçon d'histoire qui prouve que : « *Vye chodyè fè pi bon manje ke chodyè nèf, nan kwizin festival ak konsè* ». Aucun des groupes participant au concert n'a fait bouger le public comme Tabou Combo.

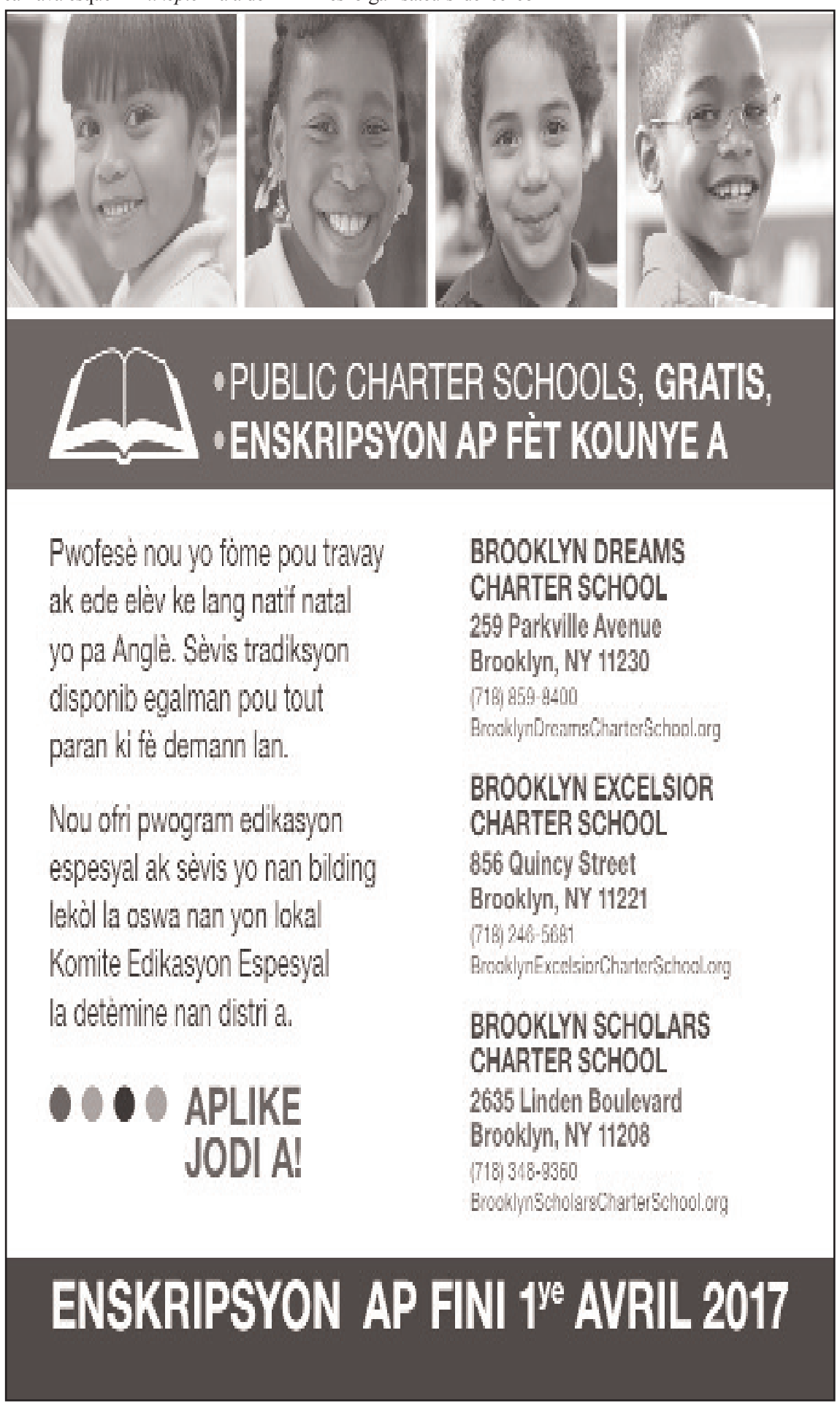
Shoubou , très sûr de la bonne prestation de Tabou Combo, a suscité l'applaudissement du public, brisant les portes verrouillées de la modestie en disant : « M*algré mon âge, je suis resté un bel homme* ». Cela nous étonne qu'il n'ait pas déballé toutes les expressions latines qu'il a apprises chez les Frères de l'Instruction Chrétienne de Port-de-Paix. La réponse est simple. Tabou Combo devrait céder la place au groupe T-Vice qui a fait le meilleur de lui-même. Rappelons qu'en août 2017, le Tabou Combo fêtera ses 49 ans d'existence (aout 1968-août 2107).

On souhaite que Tabou Combo tienne encore plus fort pour qu'il atteigne trois fois vingt ans, une occasion qu'il faudra célébrer avec fierté et panache. Tabou Combo a entraîné une « *tabula rasa* », ce qui va porter les groupes de la nouvelle génération à recommencer à zéro, c'est-à-dire à trouver une autre forme de pensée et d'approche musicales pour réussir aux concerts et aux festivals. Ainsi, ils pourront mieux se repositionner au lieu de s'autoproclamer champions ou number one. Ce sont là des futilités qui ne font pas avancer le compas direct. Aussi, faut-il bien les conseiller : «*Acta non verba* » Le temps est maintenant à l'action et non au verbiage et aux futilités. Quand un groupe musical *joue* après la prestation de Tabou Combo, à un concert ou à un festival, il doit tenter l'impossible pour se faire accepter, chose peu facile à réaliser.

Encore une fois, la meringue carnavalesque « *Elikoptè* » a aidé T-Vice à faire bouger le public. Mais une question hante l'esprit de plus d'un. Il semble que le thème de ce concert ait été « *Leve de men n anlè* », puisque tous les groupes musicaux ont exigé que le public le fasse. On ne recommande pas qu'un tel geste soit fait. Les musiciens peuvent le faire sur scène et diriger cette forte énergie vers le public qui le fera à son tour. La réussite de cette manifestation culturelle ne garantit pas qu'un événement similaire en format concert, en Floride ou à New York, puisse draîner une si grande foule. D'ailleurs, les groupes musicaux et les promoteurs haïtiens en Amérique s'accrochent plutôt aux soirées dansantes. On doit certainement adresser des reproches à ces orchestres haïtiens qui attendent que les promoteurs fassent tout pour eux. Ils sont donc devenus esclaves de ces derniers.

Les organisateurs de ce concert, à Bercy, mettent sur la bonne piste tous ceux qui font croire qu'ils veulent assurer la promotion de la culture haïtienne. Et si on parle de développement touristique en Haïti, un méga concert bien entouré d'une longue et bonne promotion ,et d'un excellent marketing à travers les medias nationaux et internationaux attirera des touristes. Cela relève de la compétence du ministère haïtien de la Culture. Nous adressons nos félicitations aux organisateurs de « *La nuit du Kompa* », tout aussi bien à tous les groupes qui ont participé au concert, particulièrement à Tabou Combo, qui a su faire la différence claire et nette et prouver que la musique n'a pas d'âge, ni de frontière. « *Gran moun se gran moun* ». Le Tabou Combo a vraiment été le clou de la soirée.

robertnoel22@yahoo.com



Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!
We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:
- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctorontheg p.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

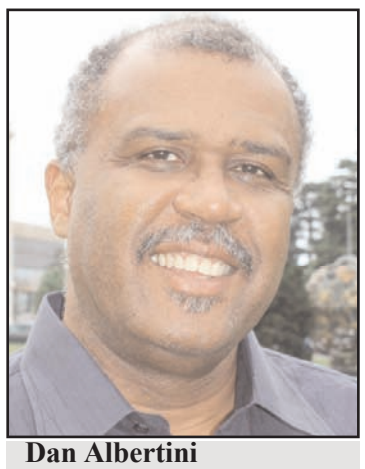
Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

SUR LA ROUTE DU CINÉMA

The Office

Par Dan Albertini

Un scénario élaboré le 20 février 2017, à la suite d'une affiche créée le 15 février plus tôt. La lecture est en lettre capitale. L'histoire est une dépêche : Haollywoood observe Hollywood



Dan Albertini

« Rien ne sert de courir il faut partir à point » là où « la fin justifie les moyens », la Guerre.

La guerre est imminente, tout le monde en parle, mais personne ne sait de quel genre de guerre s'agit-il. La critique accuse **Le Buwo** d'improvisation, mais celle-ci transpire partout, là où l'on craint les « *faucons* », comme si l'on s'improvisait critique soi-même. Si on juge **Le Buwo** sur des valeurs d'un bilan de fin de parcours dans la tradition, l'Ombre le sait, nous vivons les débuts. Pourquoi craint-on donc tant **Le Buwo**, c'est l'essence de la fiction.

Si vous avez déjà compté un million de dollars en billet verts, c'est que vous êtes sur l'axe du mal proprement dit, car c'est la tâche du caissier en banque qui fait sa caisse. **Le Buwo** vous croit alors trafiquant ou *lessiveur*. Vous êtes donc fiché. Si vous savez comment assembler, vous avez l'obligation de ne vous associer à certaine matière non à vous exprimée avec frivolité, sur le télécran. Vous avez alors toutes les raisons de craindre **Le Buwo**. Si vous êtes un immigrant qui espère faire fortune en prenant la route du *canal*, vous faites désormais fausse route, car **Le Buwo** vous observe dans sa ligne de mire. **Le Buwo** porte ce nom par la vertu de ceux qui lui ont accordé un immense pouvoir. *Celui de Chief of Staff*. Le pouvoir de dépenser, le pouvoir de tuer, *celui de sauver*, celui de faire la guerre. Une maxime : « *la fin justifie les moyens* ». Il faut livrer cependant, sinon vous partez perdant. C'est ce dont on craint depuis l'arrivée de **J** sur les rives du Potomac. Moscou semble feindre, mais tremble dans la réalité. La réalité s'appelle **nom de code 12:71 en NPLMS**. *Un neurautomate mutant.*

Le couloir qui mène vers le Buwoovale est surveillé en permanence par une meute de *Corps*. Ils scrutent les moniteurs. Deux d'entre eux sont postés en avant de la porte d'entrée. Ce jour-là, le coup du hasard draine une défaillance technique du système parallèle de surveillance. Ça allait changer le cours de la routine. Un homme pénétra à tout hasard, par égarement, juste au moment où l'officier de garde fait un pivot pour constater le vide du couloir, reprendre sa position initiale. Le président est assis derrière deux blocs de dossiers, il est tard, cela mena à l'impasse. Il a l'air préoccupé. Sa main gauche tient en contrebas du meuble l'Ingres MBM 130g *corps-couché* sorti du Xerox. Il lève le regard vers l'ombre qui s'infiltrait, surpris, laisse tomber l'Ingres qu'une autre ombre semble étaler. L'image se dévoila en avant du meuble. Il resta là planté sur son siège l'air soucieux. C'est dans ce contexte qu'il ne vit sortir l'ombre qui se glissa derrière la porte ouverte car son doigt toucha du bouton. La garde déduisit que c'était un rendez-vous terminé. L'ombre continua sur son trajet inconnu, perdu dans les couloirs, il fut ainsi raccompagné vers l'autre aile du Palais. Il venait de se surprendre.

Si vous avez commis une erreur, que personne ne le sache, apprenez à vous taire. C'est ce que disait la première femme de l'-Ombre qui avait l'habitude de s'excuser par éducation. La carte qui lui avait été remise renfermait une erreur de codage, le pamphlet attaché le conduisit directement vers **Le Buwo**. Le hasard en a fait pour le reste. L'image aussi.

La question ou l'intérêt de la fiction n'est sur le contenu illustré sur un bout de 130g, mais sur ce qui sembla préoccuper le président au point de ne pas tenter de récupérer une image si intrigante. L'Ombre venait d'un pays où les ombres prennent de vitesse les ondes, sur la rue *Bonne-foi*. **Le Buwo** venait de l'apprendre à ses dépens. La fiction renvoie sur une ombre rapportée. Une réalité de la **GANPLMS.** *Tout est désormais en mutation, la guerre aussi.*

Merci d'y croire !
dan@danalbertini.in

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of serving the community!
Satisfaction Guaranteed
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & Prospect)
FrantzStudio.com

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 9

Kreyòl

soti nan paj 6

pandan nou t ap pale a. M ap tounen tou swit pou m vin chita avè n pou m pran moso nan koudyay la. M pral touye dife a. M ap tounen toutalè.

Ameli : Mèsi, manman. An verite, si mounn pa gen manman, yo tou fini.

Tisya : Pa okipe w ! Tout tan 2 je m kale, m ap toujou ede w. Ou fè m anvi viv.

Franswa : Cheri, mwen remèsye w tou kòm manman m tou, paske premye manman m nan kite m pou lavi. Mwen renmen w cheri. Ou mete lajwa nan kay la.

Tisya : Mwen renmen ou tou, pitit mwen. Youn ti bo pou ou, amou !

Ameli : Men li ! Mwen konnen bwat lanmou nou an te pral louvri.

Tisya : Pa fè jalouzi. Se montre n ap montre kòman pou viv ak mari w tankou 2 ti pijon. M a p vin jwenn nou.

Ameli : Al degaje w, manman ! Papa avè m, n ap tann ou.

Tisya : M ap tounen.

Ameli : Papa, kontinye non paske koze a pa manke enteresan. Se bon bagay m ap tande la a. Mwen kontan

Franswa : M poko di anyen la a. Lè manman w tounen nou pral abòde Pòtoprens depi fondasyon l. Kote m bliye, l ap kore m.

Ameli : Fò m prepare kasèt mwen pou m anrejistre tout koze sa yo.

Franswa : Ou mèt al prepare l, paske nou pral lage bèt sou ou, tou sa nou sonje. M ap tann ou. Ann atandan, m ap pran kèk kiyè. Ou konn sa yo di, « *sak vid pa kanpe* ».

Ameli : Papi, mwen gen anpil kasèt pou m anrejistre koze yo.

Franswa : Bon bagay !

Tisya : Men dlo mwen pote pou nou. M ap tounen tout bon.

Ameli : Tounen avèk manje pa w tou.

Tisya : Pa okipe w, mwen pa sou manje kounnye a. M a goute pita. Sèl sa m ap di, fòk otorite yo pran men yo pou Pòtoprens reprann vizaj li nan sosyete mondyal la ki pa manke ekzijan. Nou nan modènizasyon kounye a

Franswa : Prezidan Jovnèl Moyiz ak tout Premye Minis Jak Gi Lafontan pa fouti fè tout travay la pou kont yo. Se poutèt sa yo gen kèk Senatè yo ka konte sou yo : Senatè Jan Rene Senatis, ti non Zo Kiki, ke manda l ap fini nan lane 2022; Senatè Antonyo Chèrami, ti non Don Kato, k ap konplete fonksyon l an 2020; Senatè Pyè Pòl Patrik Dimon k ap konplete pòs li nan lane 2022. Se pa mwen ki ka di Senatè yo kantite travay yo gen pou fè, paske la nasyon an danje. Mwen konsyans yo ap aji byen

Ameli : Mwen kwè yo pral debouye yo tankou Mèt Jan-Jak pou travay ak prezidan an pou yo rezoud pwoblèm Pòtoprens lan ak lot vil yo.

Franswa : Nou pa ka bliye Depite yo ki dwe mete men yo a la pat tou pou pen an byen soti. Se tout Depite yo ki dwe travay pou depatman an, paske yo tout konsènen. M ap site kèk non Depite ke m gen nan tèt mwen la a: Depite Locha Jan Rene, nan zòn Ès; Depite Milyen Woje nan zòn Nò; Depite Deramo Kalèb, nan zòn Taba; Depite Bovil Jak nan Kafou; Depite Pyè Lemè nan Site Solèy; Depite Prentan Belizè nan Sid; Depite Jeri Tadye nan Petyonvil; Depite Jozèf Antonyo Veriken nan Gresye; Depite Gari Bòdo nan Dèlma; Depite Alfredo Jinyò Antwàn nan Kenskòf; Depite Mikalèn Pyè nan Ans-a-Galèt; Depite Remond Rival nan Kòniyon, ki se sèl fanm pami 19 gason ki pral youn giyon dèyè mesye yo pou yo travay jan sa dwa. Gen kèk lòt toujou: Depite Jozèf Manès Lwi nan Kabarè; Depite Wilè Jan nan Kwa-dè-Boukè; Depite Price Sipriyen nan Tomazo; Depite Pyè Fekyè Jilyen nan Akayè; Depite Jid Pyè Destine nan Fon Vèrèt ak Gantye; Depite Jan Wilson Ipolit nan Leyogàn; Depite Jèmen Fis Aleksann nan Ti Gwav; Depite Jaki Gèrye nan Pwent-a-Rakèt. M pa konn si m sonje tout. Antouka, se pa fòt mwen si m bliye kèk, m pa ka sonje yo tout.

Ameli : Mezanmi, ou gen memwa Elefan! Si m te ka tankou w ! Mwen manje, mwen bwè epi m fimen tou !

Amelia ak Franswa : Pete youn ekla ri.

Franswa : Bondye bay chak mounn entèlijans pa l. Nou gen Delege Jozèf Pyè Richa Diplan ki reprezante Prezidan Moyiz ki dwe fè tou sa l konnen pou ede majistra yo. Mwen ta renmen e mwen swete tout majistra yo travay ansanm pou vin avèk youn plan byen detaye pou komin yo.

Misyonè etranje k ap netwaye la ri kapital peyi Dayhiti.

Ameli : Mwen wè gen posiblite pou peyi a reprann eskanp figi l, paske gen mwayen ak sèvo pou reyalize tout travay la. Majistra Jozèf Pyè Richa Diplan renmen travay li ak pozisyon l. Mwen kwè l ap degaje l tankou Mèt Jan Jak. Majista Nis Simon nan Taba, youn fanm byen kalifye e ki konnen bezwen popilasyon an, pral degaje l pou l anbeli Pòtoprens jan sa dwa, paske Pòtoprens se salon peyi a nan tout sans. Se sèl majistra fanm nan tout Depatman Wès la wi. Mwen kwè li pral founi kalite. Mwen konte sou li pou l fè la diferans, paske tout fanm renmen pwòpte ak bote. Majistra Wilsonn Jedi, se yon inovatè ekstraòdinè ki pral mete ekspètiz li a dispozisyon lòt majistra yo pou yo anbeli kapital la ansanm. Majistra Jid Edwa Pyè, ki ta remmen wè Kafou demare, se younn ki pral travay san rete pou mete youn kouwòn bote nan tèt Pòtoprens. Nou konnen se youn majistra k ap travay avèk lanmou pou pwogrè Depatman an e tout Ayiti. Majistra Ènso Lwisen fè pati ekip k ap travay pou anbeli komin li pandan l ap ede lòt majistra yo pou yo bay bon pèfòmans. Majistra Jan Domeng soti nan fanmi pwofesè Domeng, ki te renmen bon bagay pou elèv li yo. Mwen kwè li renmen wè bèl bagay pou Pwent-a-Rakèt e pou Pòtoprens tou. Majistra Klèmon Charelis nan Tomazo konnen ke vil li a se yon vil ki dwe konsève bote l. Majistra a pral kole zèpòl ak tout lòt majistra yo pou youn pwogrè total-kapital. Majistra Jan Bagèl Bèto, nan Kòniyon, konnen komin nan, ki nan pwent nen Pòtoprens, ap tann bon jan bagay nan men l.

Tisya : Mesyedam, mwen sot mete m byen fre, santi bon, pou m vin chita ak nou pou n blayi koze. M'espere nou gen lasnal pou n pale !

Ameli : Manman, mèsi pou retounen ou retounen an. Ou fè pitit ou plezi. N ap debat youn kokenn kesyon sou vil Pòtoprens la. Papa m di m ou maton nan sijè a, w ap kab ede n.

Tisya : Franswa, ou lage m nan gwo pwoblèm. Epi pwoblèm fè m bliye anpil bagay, paske kondisyon mwen wè frè m ak sè m yo ap viv la, sa pa fè m plezi menm. Kapital la sal. Pil fatra fè kenken nan tout kwen ak rekwen. Pil fatra yo monte fè mòn nan plizyè ri kòm si y ap fè desen ak fatra. Mwen ta renmen youn netwayaj jeneral kote tout chèf yo – majistra, minis, depite, senatè, delege—ansanm ak nou menm pèp la mete men ansanm pou n neywaye kapital la. Se pa posib pou n ap respire vye odè k ap fè mounn malad. Mwen te deja prepare youn lèt pou m voye bay tout majistra yo ak lòt otorite yo. Franswa, m konnen ou konnen yo. Antouka, mwen deside pou m pote kole.

Ameli : Manman, se kòm si w te konnen. Se sou sijè sa a menm nou ye. Papa m vide kont sibstans. Tèlman mwen wè l fatige, m pa konn si pou m site non tout minis yo ki ta dwe pran responsabilite yo pou ede nan konbit netwaye kapital la. Lè m fini, mwen pral pase kòn nan ban nou pou youn ti repase sou Pòtoprens, sou fondasyon l, de sa nou konnen e menm sonje. Mwen kwè nou bezwen anpil poubèl, gwo bwat fatra, pou chak kwen lari, jan nou wè nan peyi etranje. Si n realize sa, nou sove.

Fòk kapital la, Pòtoprens, reprann figi tan lontan nan 2 tan 3 mouvman; N ap sèvi ak fatra pou fimye ak resiklaj

Tisya : Pitit mwen peyi n te gen tout bagay sa yo e l te pwòp jouk mwa fevriye 1986. Depi Jan-Klod kite peyi a, se nan depotwa n ap viv, paske otorite Leta monte bwa. Se sa k fè lè Jan-Klod Divalye te retounen an 2011, li te di: *« Ki sa nou fè ak peyi n nan pandan 25 an absans mwen an ? »* Twòp brigan nan peyi a ki merite al chita youn kote. Polisye yo gen twòp bagay sou zèpòl yo. Nou bezwen youn Lame nan peyi a. Bann malonnèt yo fè peyi a tounen youn savann jiskaske kapital la vin tounen youn depo fatra. « *Devan pòt tounen dèyè kay !* » M ankouraje tout fanm tankou m yo e menm ti fiyèt yo pou yo aji tankou Rèn Anakawona, Defile, Viktorya Matou, Sanit Belè, Mari Jàn Lamatinyè, Klè Erez, Katrin Flon e latriye. Fanm sa yo sèvi modèl pou tout fanm nan travay pou libète peyi n ak travay sosyal ke yo ka fè. Ann fè youn konbit jeneral pou ede peyi nou e pou n pwòpte tout lokalite nou yo. **Men nan men n a rive chanje tout bagay!**

Ameli : Papa, ou te gen rezon. Manman m vin ak menm koze a. Fò m rele kèk sitwayen ki nan pozisyon pouvwa pou yo ede kapital la. Minis Pyè Simon Jòj, se pou w fè tout sa w konnen pou penmèt Pòtoprens reprann figi l, paske prezidan an plase w nan pozisyon w ou lan pou ka bay rannman. Li konnen w kapab. Mwen aprann sou Tele Ginen, ki rapòte bagay yo jan sa dwa, ke w deja nan karavàn nan e ke w kòmanse nan *« lanse kout pwen pou lave figi Pòtoprens »*. Mwen pa kwè se figi l sèlman ki bezwen lave. Se tout kò l. Se pou n pase mesaj la pou konsyantize pèp la pou yo sispann jete fatra nan lari. Nou dwe fè youn kanpay pou sezi tout tenten yo ranmase lòt bò dlo pou vin vann e jete nan lari a. Se mete gwo taks sou tenten sa yo pou yo sispann pote yo vin sal peyi a. Fòk kòdonye, tayè ak koutiryè reprann travay yo nan peyi a pou pèpè ka sispann rantre. Mwen aprann tou sou Tele Boston ke tayè ak koutiryè Ayisyen tèlman koud byen ke kostim, pantalon ak chemiz yo koud pou gwo magazen nan peyi etranje vann byen chè epi tankou pate cho. Mwen pa wè okenn rezon pou n kite pèpè anvayi nou, vin sal peyi a. Se pou gouvèn-man pran men l!

Franswa : Ameli, ma fi, ou gen rezon. Se youn mank de volonte lakay otorite nou yo ki pou ta deside pran aksyon kilfo. Nou pa ka nan ba w manti, paske se ou menm ki ranplasan nou depi kounnye a e a lavni tou. Nou vle w aprann tout bon bagay k ap itil ou ak sosyete a tou. Mwen te gen youn zanmi ki te vle prezidan peyi a ki te toujou di m: *« Depi m rive prezidan m ap transfòme mache Kwa Bosal pou l vin tounen youn mèvèy touristik e m t ap fè youn chemen fè pou tren pase ladan l sòti ayewopò pou rive Channmas »*. Msye te gen youn seri de bèl lide nan tèt li, men li mouri avèk yo, paske li te tèlman egoyis li pat janm pataje yo avèk mounn ki ta ka mete yo ann aplikasyon. Fòk nou brase lide e menm separe yo ak lòt mounn paske nou pa janm konn kilè klòch la pral sonnen pou nou.

Ameli : Pozitif, papa. Mwen kontan m ap pran bèt nan men nou jodi a.

Tisya : Ou te dwe anrejistre yo paske w pa janm konnen.

Franswa : Ou pa janm konnen, Tisya ? Se sa w di la a, cheri. Mwen menm, m poko ap mouri, paske se pou chanjman k ap pale pou peyi a fèt devan m. Epi tou, fòk mwen wè e kenbe pitit-pitit mwen yo sou jenou m, pou m manyè gate yo.

Tisya ak Ameli : Pete youn eklatman ri ki dire prèske youn minit.

Ameli : Manman m, Tisya, papa m fè m ri jouk mwen manke fè pipi sou mwen. Se sa m ta swete tou. Bondye bon, l ap fè w favè a, paske w se youn bon mounn, pa gen kretyen vivan tankou w. Ou menm ak maman m demontre nou se bon jan kretyen jan nou ede mounn nan tout bagay. Se sa Bondye mande nan 10 kòmandman li ban nou yo. Mwen anrejistre yo.

Tisya : Ou pa manti, ma fi. N ap fè jefò pou n sa pi pre Granmèt la. Lanmou pou pwochen nou, se sa nou dwe manifeste chak jou. N ap kite yon eritaj pou ou k ap fè w dibyen. Ou dwe renmen frè w ak sè w paske se tout Ayisyen ki fòme nasyon an e w dwe viv avèk yo nan senserite ak lanmou younn pou lòt.

Ameli : Mwen byen tande sa n di a. Sa fè m anpil plezi pou m koute nou nan fòmasyon n ap ban mwen an. Mwen ta renmen mande Minis Afè Sosyal la, Msye Bèlvi Wouzvèl, degaje l tankou Mèt Jan-Jak pou l konbat chomaj. Epi fòk li ta plase kèk sitwayen nan mouvman travay la pou yo antre youn ti tchotcho tou. Minis Finans lan, Msye Jid Aliks Patrik Salomon, nou konnen se youn gwo responsabilite w aksepte pou pran ministè sa a ki gen anpil enpòtans, espesyalman a youn moman ekonomi nou an degraba. Kanmenm, nou mande w pou fè netwayaj kapital la youn priyorite, epi fè deblokaj kilfo pou sa reyalize. Minis Sante, Mis Mari Greta Wa Kleman, nou tande jan ou se youn mounn ki dinamik. Asireman, ou pral fè tout posib ou pou gen bon jan ijèn nan peyi a. Pa gen fason pou sa reyalize ak pil fatra sa yo nan twou nen nou, sitou nan kapital la. Minis Planifikasyon, Msye Aryòl Fleran, ou gen patisyon pa w pou w jwe nan kesyon netwayaj Pòtoprens la ki se salon kapital la. Minis Travo Piblik, Msye Fris Kayo, nou konnen ou gen youn gwo responsablite sou zèpòl ou nan moman sa a. M ap mande pou w akonpaye kòlèg ou yo nan pwòpte kapital la ki pa merite sa nou wè a.

Mezanmi, mwen santi m edifye pou m jwen chans sa a pou manman m ak papa m konsakre tan yo pou mwen jodi a. Kounnye a pale m de Pòtoprens nan tan lontan.

Pòtoprens nan tout bote l, epi traka li pase depi kreyason l vin rive kounnye a.

Tisya : Pòtoprens, ansyen kapital koloni an, te fonde nan lane 1749. Men lide fondamantal pou l te vini kapital la te kòmanse depi nan lane 1724 daprè sa papa m te eksplike m. Li te byen plase anfas lanmè a ki te penmèt bato akoste. Epi avèk bèl plèn ki rele Kil-de-Sak la, pye bwa te antoure vil la fè tout zòn nan parèt byen vèt. Pòtoprens nou wè jodi a, ki vin tounen you depo fatra, se te yon vil byen pwòp.

Franswa : Se pa manti non. Pòtoprens lan gen youn istwa dèyè l. Selon sa yo rapòte nan tradisyon, Charlevwa te nan batiman yo te te rele *« Prens »* la, ki te vin mouye, sètadi jete lank, nan pò a nan lane 1706. Epi se konsa yo tou rele pò a *Pòtoprens.* Men Afranchi yo, ki te fache kont ti Blan yo, te chanje non an rele l *Pòtokrim* nan lane 1793. Kèk ane pita, Pòlverèl chanje non an pou rele l *Pò Repibliken.* Nan lane 1806, Kristòf, ki te nan lagè avèk Petyon, chanje non an pou l retounen avèk *Pòtokrim.* 5 lane pita, *Pòtoprens* te vin reprann non l.

Tisya : Depi Pòtoprens vin kapital peyi a, se la Palè nasyonal la, Palman an avèk anpil lòt gwo edifis, osnon *bilding,* vin tabli. Te gen anpil bèl plas teyat. Channmas te youn ti paradi avèk bon lè nòmal pou mounn respire. Si m pa twonpe, se nan Mòn-a-tif, legliz Sent Àn te louvri pòt li pou pawasyen yo nan dat 20 avril 1872. Sakre Kè menm, nan Tijo, te kòmanse opere nan mwa mas 1820. Palè nasyonal ki te bati an 1772 la, te detwi konplètman nan youn dife ki te eklate nan dat 20 desanm 1869. Mwen kwè se Kako, youn gwoup rebèl ki te soti nan Nò, ki responsab pou zak sa a. Se sou plas palè a menm ke yo te fiziye Salnav jou ki te 15 janvye 1870. Yo te mare l nan youn poto pentire tou wouj. Se Prezidan Salomon ki te rebati palè a nan lane 1882 men li te vin sote nan dat 8 dawou 1912. Se youn achitèk ki rele Leon Laforestri ki te bati palè Salomon an. Se nan lane 1918 ke Jòj Bosan te bati dènye Palè nasyonal la ki te kraze nan tran-

Ale nan paj 14

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 10

ÉDITORIAL

Malgré les gymnastiques, l'administration Moïse-Lafontant tourne en place

Les dernières mesures prises par la très jeune administration Moïse-Lafontant, et qui donnent l'impression qu'elle va en prendre d'autres, courent le risque de déboucher sur le néant. Car, sans les qualités requises pour imposer les réformes que tout le pays attend effectivement, cette équipe n'a aucune chance de mettre le pays sur les rails. Dans la mesure où *Nèg Bannann nan* assume le pouvoir avec une inculpation criminelle sur la tête, lui et ses proches collaborateurs sont condamnés à échouer lamentablement. Aussi, les signes avant coureurs de la catastrophe annoncée sautant aux yeux, les décrets pris par l'exécutif en vue de rectifier des anomalies administratives en cours depuis des décennies resteront-ils lettres mortes.

Certes, nul ne peut contester l'opportunité des décisions concernant l'émission de passeports dans l'espace de quelques heures ou de deux ou trois jours, au lieu d'un trimestre ou six mois, s'il est possible, bien sûr, de vaincre la nonchalance traditionnelle de l'administration haïtienne. La grande majorité des citoyens applaudit des deux mains l'arrêté présidentiel limitant le train de vie de l'État haïtien. Surtout quand l'objectif visé consiste à contrôler le renouvellement du parc automobile à l'échelle de toutes les institutions de l'État, une pratique qui laisse un trou béant dans le budget national, pendant que s'enrichissent les concessionnaires qui ont financé la campagne du candidat qui vient d'être élu à la première magistrature de l'État. Point n'est besoin de dire que chaque nouvelle administration qui entre en scène fait le bonheur des vendeurs de véhicules. Autrement dit, c'est pour eux le moment de la récolte qui se fait sur le dos du peuple haïtien. Aussi cette mesure annoncée par la présente équipe au pouvoir intéresse-t-elle au plus haut point tous les filles et fils du pays soucieux de voir la fin du gaspillage éhonté que constitue le parc automobile des institutions de l'État, du Palais national aux CASECS et ASECs, en passant par les ministères, les deux Chambres législatives et bien d'autres.

C'est un fait avéré : une grosse part du budget national est destinée à l'achat de véhicules parmi les plus luxueux offerts par les concessionnaires de la capitale. Comme c'est l'argent du peuple, les responsables n'ont cure de la manière dont ils sont utilisés. Aussi dans l'espace d'un mandat présidentiel, les voitures dont l'achat est financé par l'État haïtien disparaissent-elles sans laisser de traces, ou presque. Pourtant aucun des décideurs ne se sent obligé de chercher à savoir où se trouvent celles-ci, car les ayant détournés au profit de leur patrimoine familial ou à celui de leurs amis et/ou partisans. Prenons, par exemple, le cas de Michel Martelly qui n'a pas retourné à l'État les véhicules mis à sa disposition pendant qu'il était au pouvoir.

Dans ce même contexte, on peut compter sur les doigts d'une seule main les élus du peuple dont le mandat une fois terminé ont remis les véhicules qu'ils utilisaient. Cette culture, qui consiste à faire main basse sur les biens publics, ne concerne pas uniquement les véhicules; nombre de hauts fonctionnaires de l'État ne résistent guère à la tentation de déménager avec le mobilier de leurs bureaux ou de leurs ministères. Par exemple, en février 2016, Michel Martelly n'avait-il pas fait transporter chez lui les meubles du Palais qui étaient achetés durant sa présidence ? Aucun des élus du peuple n'a levé la voix pour protester ni dénoncer, car sachant qu'eux aussi ont des véhicules de l'État en leur possession. Cela vaut aussi pour les président et vice-président de la Cour de cour de cassation et les juges de cette institution; de même que des commissaires du gouvernement, des substituts ainsi que la majeure partie des hauts fonctionnaires de l'administration publique. Dans cette optique, on ne devrait pas s'étonner de savoir que les membres des anciens Conseils électoraux provisoires (CEP) roulent encore des véhicules de l'État, alors qu'ils ne sont plus en fonction.

Indéniablement, de telles initiatives lancées par le président Moïse devraient être accueillies favorablement, si elles entrent dans le cadre d'une stratégie délibérément mise en place avec tous les paramètres nécessaires à leurs succès. Mais là où le bât blesse, dans ce projet, de toute évidence conçu à la va-vite, laissant tout le monde sur sa faim quant à ses chances de réussite, le président haïtien et ses conseillers n'ont aucune idée de ce qu'ils font, car dépourvus de moyens de concrétiser les projets qu'ils ont lancés.

Certes, les annonces de réforme administrative faites par l'équipe *tèt kale* ne va pas tarder à tourner court, puisque l'essentiel manque. Même si M. Moïse avait la volonté d'agir, manquant de voies et moyens pour imposer ce programme, il ne peut avancer comme on l'aurait souhaité. Dans cette conjoncture difficile où l'action de l'exécutif se trouve bloqué faute de ressources, *Nèg Bannann nan* ne peut compter sur l'aide des bailleurs traditionnels d'Haïti. À cause de l'inculpation pour blanchiment d'argent suspendu sur sa tête, les pays dits amis d'Haïti ne veulent rien à voir à faire avec Jovenel Moïse. C'est ce qui explique sa récente intervention auprès de la directrice du Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS), Magalie Habitant, en vue d'obtenir une avance de 100 millions de gourdes. Ce qui aurait, dit-on, déterminé celle-ci à lui verser USD 100 mille $. Mis à ce point dans la situation difficile de grappiller, pour obtenir quelque dizaines de milliers de dollars, comment peut-il trouver les ressources nécessaires pour financer les projets qu'il a lancés ? Il est alors opportun de demander comment un président peut-il s'adresser à la directrice d'une institution, qui n'est même pas le ministère des Finances, pour solliciter une avance de fonds ? Histoire à suivre.

Dans de telles conditions, la présente administration risque de donner raison aux sceptiques. À moins que M. Moïse puisse s'armer de courage pour faire suivre les arrêtés présidentiels par l'action. Ce qui implique d'abord l'identification publique des personnes qui détiennent illégalement les biens de l'État, en commençant par l'ex-président Martelly, étape préliminaire à la mise en mouvement de l'action publique contre elles.

Mais tout en convenant avec l'exécutif que ces derniers arrêtés pourraient être prometteurs de réformes souhaitables, ils ne sont qu'un début, car, en matière de lutte contre la corruption, qui gangrène l'administration publique, ces mesures touchent seulement la partie visible de l'iceberg. Le pays attend les dispositions du chef de l'État pour récupérer les milliards détournés du fonds PétroCaribe; et des dizaines de millions, voire des centaines de millions, engloutis dans des projets qui n'ont pas été exécutés; des prêts mal octroyés à de hauts fonctionnaires qui n'ont aucune intention de les restituer, car sachant qu'ils sont privés de moyens de le faire; ou encore qui ont mis en faillite la Banque populaire haïtienne (BPH).

De toute évidence, Jovenel Moïse a du pain sur la planche. Dès lors, rien n'autorise à croire que les derniers arrêtés présidentiels seront suivis d'actions concrètes. Car des mesures visant à limiter le train de vie de l'État devraient viser également ceux qui ont détourné les fonds publics. Nonobstant le scepticisme que soulèvent ces arrêtés présidentiels, il faut prendre pour argent comptant la dernière boutade évoquée par le président Moïse : « *Le poisson pourrit par la tête, sa guérison commence par la tête* ». Il ne lui reste maintenant qu'à passer aux actes.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 11

EDITORIAL

Despite the gymnastics, the Moïse-Lafontant administration is turning in circle

The latest measures announced by the very young Moïse-Lafontant administration give the impression that others will follow. Except that all these laudable measures could be nothing but talk. For without the means to impose the reforms that the whole country actually awaits, the new executive team has little chance of putting the country on track. Considering that "The Banana Man" has assumed the presidency under a criminal cloud, he and his close associates may be doomed to fail. Notwithstanding the decrees announced by the Executive to rectify administrative anomalies in place for decades, there are signs which portend a catastrophe. In all probability the reforms won't be heeded.

No one can dispute the appropriate measures announced about the delivery of passports within a few hours, or even in two or three days, instead of four to six months. Hopefully, a way will be found to defeat the traditional nonchalance that characterizes Haitian bureaucracy marred in corruption.

The vast majority of citizens warmly applauded the presidential decree limiting the sumptuous way of life of Haitian State employees. It was time for a control on the constant renewal of the car fleet for various State institutions. That practice, which swallows a huge chunk of the national budget, is intended to reward auto dealers who financed the campaign of the winning candidate. It's a "get rich quickly" scheme that has drained State coffers for decades. Obviously, on taking office every new administration is a source of satisfaction for car dealerships. In other words, it's harvest time at the expense of an ever poorer Haitian constituency. This measure announced by the present government is of great interest to all Haitians anxious to see an end to the shameful waste of the State-owned car fleet. And it's a widely abused perk involving officials at all strata — from the National Palace to the rural CASECS and ASECs, embracing the Ministries and both Legislative Chambers, etc.

It'is unbelievable that a large part of the national budget is destined for the purchase of vehicles, usually among the most luxurious on the market. Considering that it's the people's money, the authorities don't really care about how it's spent. Also, cars purchased during the term of a presidency more often than not disappear without leaving a trace once a new administration takes over. Usually the decision-makers feel no obligation to track down those that have absconded with State property which is diverted for personal benefit and turned over to family members, friends or supporters. For example, when Michel Martelly left the presidency he didn't return the State vehicles that were at his disposal while in office.

In the same context, one could count on the fingers of a single hand the elected officials who returned the vehicles in their possession once their term in office is completed. Stealing public property has mushroomed into a culture. And it's not a matter of cars only. Some State officials hardly resist the temptation to leave with furniture from their offices or ministries. For example, in February 2016, Michel Martelly brought home the furniture from the Palace that had been purchased during his presidency. None of the people's elected representatives raised their voice in protest to denounce such aberration, no doubt because they too had State property, in terms of vehicles, in their possession. The same also applies to the president and vice-president of the Supreme Court as well as to judges in the Justice system. Let's not forget to include the government prosecutors, their assistants and all major public servants. To no one's surprise, members of former Provisional Electoral Councils (French acronym CEP) still have in their possession government vehicles, although they're no longer in office. Obviously, it's a vast system of thievery beneficial to almost all top government employees.

Undoubtedly the initiatives launched by President Moïse to apparently curtail the practice should be welcomed by all who want some order in State affairs. But does he have a framework and a strategy in place to go from word and intention to implementation? In other words, what are his chances of success in attacking the multi-headed hydra? Having conceived his policy in a hurry, Mr. Moïse leaves all in expectancy because most analysts don't think he has the needed means to bring to fruition the laudable projects he has launched.

In fact, some already see the unraveling of the reforms announced by the "Bald Headed" team. Even if Jovenel Moïse had the will to act, he lacks the resources to make his will stick. He can't count on the help of his traditional backers. Because, with a cloud of money laundering hanging over his head, traditional foreign donors are keeping their distance — for the moment. This explains why he recently approached Magalie Habitant, the new Director of the Metropolitan Solid Waste Collection Service (French acronym SMCRS) to obtain an advance of 100 million Haitian gourdes. She did much better by providing the President $100,000.00, equivalent to 700,000.00 gourdes, that's 7 million gourdes. (The current exchange rate is 70 gourdes for $1.00.) How does one explain that the President of the Republic is calling on the Director of a waste collection government agency, with no access to the Minister of Finance, for an advance of money? A matter to be pursued.

Under current conditions, the administration is providing fodder to the skeptics about his ability to carry out any reforms. All eyes are on Mr. Moïse, who must now go from word to action. Firstly, those who hold unto government property must be identified, starting with former President Martelly. Secondly, there must be a campaign of restitution or of forcibly seize State-owned properties.

While agreeing with the Executive that the announced reforms are laudable, they are but the visible part of the iceberg of endemic corruption at the core of public administration. The nation expects measures to be taken by the Chief of State to recover billions of dollars diverted from the PetroCaribe Fund; and the hundreds of millions engulfed in projects that have not been executed; or loans provided to senior officials who have no intention of repaying them, because they deprived of means to do so; or those who have driven the Government's Haitian People's Bank (BPH) into bankruptcy.

Obviously, Jovenel Moïse has his work cut out for him. Can we believe that something good will come out of his announcements to rectify the situation? Notwithstanding the skepticism raised by the presidential orders, one must take at face value the last quip evoked by President Moïse: ***"The fish begins to rot at the head, its cure begins in the head."***

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 12

Le « Drame de l'Arcahaïe », et si c'était un scénario monté de toutes pièces ?

Par Claudy Briend Auguste

Quand on a recours à des mots forts pour couvrir la voix des autres, cela ouvre la voie à des spéculations et à des hypothèses pour le moins plausibles, avec des questionnements éclairés en vue trouver des éclaircissements sur une sombre histoire. Un communiqué de la présidence a fait état de l'attaque dont le cortège présidentiel a été l'objet, non loin de Saint-Thard (Arcahaie), le vendredi 7 avril dernier. Annoncée presque 48 heures après l'incident, la réaction du Palais national est jugé bizarre. La reconnaissance est à l'ordre du jour, puisque le président en est sorti indemne, ayant été protégé oar son véhicule blindé. Les félicitations fusent de toutes parts. Les unités spécialisées de la Police nationale d'Haïti, en charge de la sécurité du chef de l'État, ont reçu en tout premier lieu leurs lauriers roses, pour leur promptitude et leur professionnalisme.

Le président Jovenel Moïse, la cible d'un secteur du PHTK

A l'exception du responsable du commissariat de Police de l'Arcahaïe qui a fait les frais de cette mésaventure, du coordonnateur général du Palais national au responsable du Service d'intelligence, tout le reste du personnel est maintenu en place. D'autant plus que, les informations disponibles n'ont pas fait état que «l'incident de l'Arcahaie » était, vendredi soir, au menu des discussions qui se déroulaient entre la présidence et le DG de la PNH convoqué à cet effet. Jovenel Moise serait-il le nouvel inscrit à l'école de Papa Doc, qui savait créer des effets spéciaux et des événements pour maîtriser une situation ?

Les thèmes évoquées par les experts en communication de la présidence disant que « *les mots ne sont pas assez forts* » pour rapporter cet incident, semble-t-il, ne refléteraient pas objectivement la tragédie, quand de multiples hypothèses sont déposées sur la table.

Pour comprendre les dispositifs de sécurité déployés lors du déplacement du chef d'Etat, à l'intérieur du pays, nous nous sommes amenés à interroger brièvement un ancien commissaire divisionnaire de police. Celui-ci, qui, parait-il, est bien imbu des différentes structures mises en branle pour accompagner le cortège présidentiel, dans une tournée intérieure quelconque, s'interroge sur l'absence, semble-t-il, de patrouilles mobiles, des agents-éclaireurs susceptibles d'être déployées en pareille occasion. Pourquoi ces « *éclaireurs* » dont la mission essentielle consiste à prévenir le cortège contre toute obstruction de la circulation au passage du chef de l'État, n'avaient rien signalé auparavant ? Pourquoi le commissaire du sous-commissariat de l'Arcahaïe n'avait-il pas informé ses supérieurs hiérarchiques sur un probable ou éventuel dérapage dans la zone ? L'heure exacte à laquelle le cortège devait traverser la côte des Arcadins, pourquoi les agents de la force publique locale n'étaient-ils pas tenus informés ?

Partant de ces hypothèses, le silence de Lucien Jura, qui n'a pas convoqué la presse, le soir même de cet incident, et qui a attendu jusque dimanche matin pour faire sortir un communiqué laconique, un tel comportement n'estil pas de nature à créer des doutes et soulever la méfiance des citoyens. M. Jura, si toutefois, il est maître de ses mots, a pesé fort sur l'accélérateur en évoquant le terme « *terroriste* » quand on connaît de nos jours la connotation péjorative de cette expression. Néanmoins, cet acte, tout bien considéré, pour reprendre la note de la présidence, est « *barbare* » et condamnable, nonobstant ses auteurs semblables à ceux qui ont conçu des stratagèmes dans l'éclatement des bombes artisanales à Pétion-Ville en décembre 1990; ou encore ceux-là qui ont provoqué une émeute de la fin pour déstabiliser le gouvernement de Jacques-Edouard Alexis; sans oublier l'incident « *rafales de balles* » dirigées devant la résidence de Préval, en 2010, pour justifier ces coups de filet jusqu'à penser mettre certains de ses opposants hors d'état de nuire.

Presqu'une dizaine d'arrestations ont été déjà opérées par la police, moins de 48 heures après le guet-apens tendu à Jovenel Moïse. Paradoxalement, en cette même période de temps, la présidence parle d'individus non identifiés. Sur quelle base d'investigation rapide ces individus ont-ils été identifiés jusqu'à ce qu'ils soient mis aux arrêts, alors que le communiqué du Palais national a précisé, dimanche, que ces actes « *feront l'objet d'une investigation minutieuse et rigoureuse par les instances compétentes en vue de trouver leurs auteurs et de les déférer par devant les autorités judiciaires préposées à cet effet* ».

Les violons ne semblent pas s'accordent entre la présidence et le porte-parole de la police qui paraissait ouvert et décontracté lors de son point de presse alors que la présidence, avec une batterie de porte-paroles, se rechigne à se laisser questionner par la presse. Par contre, Gary Desrosiers, n`a pas confirmé que le cortège a également essuyé des tirs lors de cette attaque qualifiée d' « *embuscade* » et d`actes terroristes par la présidence, comme l'a soulignée l'organe de presse en ligne *Rezonodwes.com*.

Si nous devrions comparer deux points relevés dans le communiqué de Lucien Jura, candidat malheureux aux législatives de l'Arcahaie, à quelques nuances près, il y a vice de forme. Comment peut-on parler d ' « *actes attentatoires à la vie du président*» qui, en même temps, est « *resté serein* », tel qu'il a souligné dans son communiqué publié dimanche matin, presque 48 heures après le drame. Ce qui se passe autour, revient autour sans pourtant chercher à appuyer voire justifier ce que le Palais national qualifie d' « ignominie », mais les autorités ont tort de parler de menace contre la paix publique quand c'est un décret illégal de morcellement d'un territoire, pris depuis juillet 2015, qui en est à la base. Il est fort à parier que pour trouver, comme l'a si bien mentionné la présidence, une issue définitive définitive à la crise de l'Arcahaie qui n'a que trop duré, il faudrait mater les rebelles, venir avec une loi de ballonnement de la presse et réduire au silence des organismes des droits humains.

D'une source généralement bien informée, l'Affaire de l'Arcahaie pose des doutes avec un jeu basé sur les demandes immédiates de l'Exécutif et des réponses du chef de la Police convoquée au Palais national, pour la réédition des vielles pratiques pour le plein contrôle et de la soumission des forces de police, du temps de Jean-Bertrand Aristide. Le développement de l'actualité viendrait confirmer que le Palais national sachant impossible, la reconstitution des Forces Armées d'Haiti (FAd'H), sans la bénédiction de Washington, cherche désormais à "militariser" la police haïtienne. D'ailleurs, un secret qui a ébruité dans les milieux de l'institution policière, parle d'un imminent changement au sein du cabinet du DG Michel-Ange Gédéon. A la DCPJ où Jocelerme Privert a laissé ses empreintes, des changements seraient envisageables. Tout ceci aurait été dicté à Gédéon, au soir même de sa convocation au Palais national où aucun sujet sur l'incident de l'Arcahaie, n'a été approfondi, chose apparemment bizarre. La formation de la "Commission d'enquête" dont parlait Gary Desrosiers, n'a même pas été prise en compte par le Palais national, et la nation risque de ne jamais savoir si effectivement la vie du Chef de l'Etat était en danger, vendredi soir à l'Arcahaie.

Lucien Jura, le porte-parole de la présidence.

A la gestion du quinquennat de l'administration Moise-Lafontant/PHTK et alliés, fait remarquer un observateur, qui opinait également sur "l'Affaire de l'Arcahaie" tout en étant très sceptique, il leur manque le contrôle de la police pour la chronique d'une dictature annoncée par ce régime. Pour enlever le velours de leurs mains de griffes, rien n'est encore possible à la nouvelle équipe, aux timons des affaires depuis plus de deux mois tant que le contrôle de la police judiciaire, le pénitencier national et la direction générale de la police échappent à leur surveillance. Les premiers éléments d'informations qui nous sont parvenues de source crédible, ont révélé qu'il y avait attroupement d'hommes bien avant l'arrivée du président sur les lieux et que le mouvement ne serait pas spontané.

Si effectivement, il y avait eu une "embuscade" contre le cortège présidentiel, toute l'équipe de la sécurité rapprochée du président, le chef du Service d'Intelligence, le Coordonnateur du Palais national devraient être renvoyés dans l'immédiat en même temps que le commissaire Gracieux Junior, pour les suites de l'enquête, a fait remarquer notre interlocuteur. Il a poursuivi que la mairie de l'Arcahaie ainsi que le délégué départemental de l'Ouest, devraient faire aussi l'objet d'enquête pour tirer au clair cet incident. Autrement dit, l'incident de l'Arcahaie n'a-t-il pas été créé par des dissidents experts en manipulation d'information qui sont avides de militariser la PNH , à défaut de reconstituer l'armée, à la veille du départ de la MINUSTHA, une force de laquelle nous héritons la maladie mortelle du choléra. N'a-t-on pas toujours besoin d'un abri pour justifier un besoin ?

cba

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 lve msg or
610-342-5914

MAISON À VENDRE

Grande maison double à Santo 19, bâtie sur une propriété clôturée de 25/100, soit _ de carreau.

Évaluation formelle par un ingénieur accrédité. Située dans une zone tranquille, maison basse, spacieuse et attrayante répartie sur deux ailes attenantes, idéale pour deux familles. Comprend 5 chambres à coucher, 2 salles de bain, 2 salles à manger, 2 cuisines, 2 salons et 2 galeries.

Grande cour avec jardins, arbres fruitiers, puits, dépendances. Pour infos : 509-3430-5909 ou 509-3264-6957 ou 347-809-4502.

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Trudeau la diplomatie du gaspillage à Vimy

Par Dan Albertini

*Entre ()**.** Douglas MacArthur sur le USS Missouri, à Tokyo, redevient si référentiel. La Corée du Nord devrait vite mesurer autrement la souveraineté que par soumission à la peur imposée de Pyongyang, avec la fausse dynastie qui croie interpréter Pearl Harbor…, fermons les ().*

Bravo, mieux devient pire qu'avec Harper

La diplomatie du gaspillage par *per diem* est, à Vimy, le nouveau désastre financier développé par Justin Trudeau. Dénigrant les valeurs diplomatiques et consulaires pour livrer un discours, au seul profit de son vedettariat, autocrate il détruit autrement la diplomatie canadienne. Oui, Saint-Laurent avec Yolande James fut un indice. Sauf que, à double sens, *la réponse est sue* !

Justin-l'erreur

Quand Justin demanda au citoyen électeur de lui accorder son vote par un effet de confiance, cela referma la notion de l'influence horizontale comme verticale. Les amis, les parents, les collègues, les voisins, bref, la collectivité vitale. Ce n'était une question du *charmeTrudal*, Harper en soi constituait un problème à deux niveaux. L'usure du pouvoir, d'une part, et la mesquinerie du personnage politique, d'autre part, qui tentait de nous soumettre aux règles de Londres. Sujet-autocrate, il se croyait le seul génie, aux frais des *enfants-de-la-reine* [*c'est une expression*]. Ainsi donc, par défaut tous des *princes-ambassadeurs* du Canada. C'est de là l'élection utilitaire de Justin, car le NPD ne répondait aux besoins. De ce fait, Justin aurait dû démontrer, non seulement en termes de réciprocité, mais au monde dignitaire concerné que la confiance canadienne est partagée et réciproque. *Noch einmal, c'est là une méprise !*

La représentation permanente canadienne en France-*européenne*

Un ambassadeur plénipotentiaire à Paris, incluant attachés militaires de la Défense et ministres conseillers à l'ambassade. Dion ambassadeur à Berlin pour l'Europe. Des consuls généraux à travers la France, consuls et vice-consuls. Un ambassadeur attaché à l'ONU, en Suisse. Une ancienne GG présente à la tête de la francophonie. Line Beauchamp, déléguée générale du Québec à Paris. Représentants à l'UNESCO. *Trudeau se croit le seul apte à livrer un message de paix pour un centenaire qui n'en est un, mais aux frais du contribuable.*

Un académicien immortel à Paris. Il y aurait conduit chanteurs, chanteuses canadiens *de renom*, transformant l'effet du sacrifice militaire en héritage culturel après cent ans. Donc, perte de transformation culturelle influente associée à l'UNESCO [subsidiaire de l'ONU].

La représentation-dite utilitaire

David Johnston GG, le plus haut niveau de la diplomatie canadienne. Kent Hehr, ministre des Anciens combattants. Harjt Sajjan, ministre de la Défense. Symbole éloquent fort, d'autant plus la présence de l'ambassadeur Cannon. Christine St-Pierre, ministre du Québec. Une large délégation de *per diem*. Quelques 25 000 Canadiens se joindraient à d'autres dignitaires. La visite du PM coûte plus chère en hébergement sécuritaire inutile, tant au Canada qu'au pays hôte, la France, en l'occurrence pour cette occasion.

Justin soit, voulait-il impressionner Poutine avec un vieux message militaire centenaire inutile et faux, car le Canada ne sait y faire face sans le président américain, Donald J. Trump, lui, soucieux des besoins de réductions de dépenses inutiles, n'y a été. Qui y était pour représenter les U.S. importe peu. *Prince-Justin n'-épargne son Canada-dépensier qui aurait réalisé là des épargnes. Un jour, dirons-nous : « vous chantiez », « alors dansez maintenant ».*

dan@danalbertini.co

Le Parlement dans la tourmente de ses attributions

Par Elco Saint-Amand

Inutile de mentionner, au terme d'une interminable période d'échecs notés dans les actions accumulées, d'une législature à une autre, le dégoût éprouvé par plus d'un et ce, quand on veut parler du corps législatif. Par ailleurs, durant cette longue transition démocratique qui n'en finit pas, nous avons malheureusement eu des législatures qui justifient carrément le mal du peuple dans le choix et le vote de ses représentants.

Au grand besoin des critiques et ce, dans une constance dérangeante, nous allons, malgré la mauvaise métamorphose de notre société à l'esprit critique non partisan, aborder tour à tour divers dossiers, dont particulièrement ceux qui concernent les problèmes d'adaptation des « *rôles législatifs* » dans notre système de gouvernance.

Les réflexions se divergent sur le système parlementaire

La question sur le régime politique implémenté dans la constitution haïtienne de 1987 fait encore aujourd'hui débat et mériterait, selon plus d'un, une coalition interventionniste de la nation, afin de redéfinir et de trancher, une fois pour toute, sur les attributions constitutionnelles du pouvoir législatif.

Peut-on parler d'imperfections de régime?

Parler de régimes politiques, on doit se référer à l'ensemble des règles juridiques relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'État. On parle ici du droit constitutionnel. C'est l'ensemble de ces règles constituant le droit de l'État. C'est la loi fondamentale représentant l'épine-dorsale des pouvoirs publics.

Dans une démocratie aussi fragile comme la nôtre, le régime politique instauré devrait être une source de consolidation et de développement normatif du pays, en lieu et place de ce régime de désordre public où les attributions constitutionnelles des pouvoirs publics n'occupent plus le sommet de la hiérarchie des normes de gouvernance de la barque nationale.

Dans quel régime politique sommes nous?

Au constat, le Parlement haïtien définit les limites des pouvoirs tout en les fusionnant au sien. Confusion étatique. Ainsi, par son avarice existentiel et personnel le pouvoir législatif ne s'oppose en rien à l'arbitraire juridique, une absence d'attributions n'étant plus conformes aux normes et aux règles d'un État de droit.

Le Parlement représente-il l'équilibre des pouvoirs ?

Non ! Les constituants de 1987, dans leur souci exclusif d'opérer à la fois une rupture avec les dérives des trente années de la dictature des Duvalier, ont attribué trop de rôles aux deux Chambres qui constituent le pouvoir législatif et, en contre partie, n'ont pas su adopter une constitution qui aurait été une projection vers l'avenir dans une croisade d'interdépendance des rôles… de chaque pouvoir de l'État.

Pourquoi dit-on que le Parlement est l'émanation des attributs du peuple ?

Si la Constitution de 1987 comporte, en effet, des règles nouvelles destinées à la protection individuelle des citoyens/ citoyennes et à la limitation des attributions de l'Exécutif, elle donne en revanche trop de pouvoirs au Législatif et relègue au pouvoir judiciaire le rôle de constat... un moyen, sans doute involontaire, de compromettre les véritables rôles de chacun des pouvoirs dans une démocratie.

Une série de faits et d'actes accomplis et posés par le Parlement montre clairement que ses attributions disposent d'énormes pouvoirs d'action et de contrôle du gouvernement, toutefois deviennent aussi une source utilisée par certains parlementaires mal intentionnés comme un instrument de corruption institutionnelle. Le Parlement constitue une faute de pouvoir parlementer.

Quelles sont les priorités de la 50 Législature ?

Dans l'inutilité d'une nouvelle commune, les sénateurs ont approuvé un projet de loi devant consacrer les « Iles Cayemites », dans la Grand'Anse, comme étant une nouvelle subdivision dans la République des comédiens de la politique. L'on se demande comment et pourquoi les parlementaires, en accord avec les présidences (versions 1 et 2 du PHTK), veulent morceler le pays en petites communes ?

— Sans aucun débat sur la nécessité géostratégique d'un tel morcellement, les parlementaires foncent et votent... tout en faisant fi du coût financier que l'État aura à faire face, si d'aventure ces zones seraient élevées au rang de communes.

La réalité du pouvoir judiciaire face à celle du Législatif

Dans la hiérarchie des normes, «faire des lois » intervient dans tous les domaines... Et, l'article 111 de la Constitution de 1987 amendée prévoit cette conformité de gestion dans les attributions du Parlement.

De quel droit le Parlement haïtien peut-il donc chercher à questionner le rapport de l'UCREF ?

En dépit des pouvoirs conférés au Parlement, la Constitution de 1987 amendée n'autorise pas à ces membres de ré-enquêter ou de ré-questionner le contenu d'un rapport d'une institution indépendante comme UCREF aurait soumis à la diligence du pouvoir judiciaire.

Ce faisant, le Parlement évolue dans une confusion de compétence tout en se donnant le droit de vouloir re-traiter le dossier UCREF/Jovenel Moïse, un dossier qui est pendant au Cabinet d'instruction dont deux réquisitoires supplétifs en sont déjà rédigés par le Parquet du Tribunal de première instance de Port au Prince face au comportement non-compris du juge Fabien. Et, qu'en est-il de l'arrivée du nouveau commissaire? Aussi bien l'action en récusation du juge Fabien intentée par la partie civile dans ce dossier de blanchiment d'argent ?

Comment devrait-on interpréter le silence du Parlement dans le conflit opposant les citoyens de la commune de l'Arcahaïe-Montrouis et la présidence haïtienne ?

Depuis ce fameux décret pris par le président Martels, à la fin de son mandat, sur sa volonté de faire de Montrouis une commune, au même titre que l'Arcahaïe, les tensions montent... et rien n'est fait pour stopper le naufrage annoncé d'un navire dont le capitaine est en état d'ébriété.

Malheureusement, nous sommes de plus en plus dans l'-embarras étatique où le droit fonctionne dans l'illégalité, au mépris du bon fonctionnement des institutions du pays.

Le Parlement, un bien mal orienté

À regret, nous avons regardé sauter en fumée les intérêts et les élans de changement des constituants de 1987, qui voudraient, en dépit des faiblesses généralement constatées, doter Haïti d'un Code légal de conduite démocratique.

En touchant le Parlement, nous nous confinons dans une logique désarmante où l'idéal constitutionnel devrait servir de boussole pour ces aveugles qui veulent à tout prix, toucher la terre ferme, en dépit de la mauvaise direction du vent des intérêts de la nation toute entière.

Ne serait-il pas préférable de demander au peuple ce qu'il pense du rôle ces « *parlementaires*» ? Ah ! Nous oublions, la Constitution interdit le referendum, mais pas les multiples gouvernements et Premiers ministres de fait, de Jean-Jacques Honorat à Enex Jean-Charles, et un CEP provisoire de vendeurs de conscience, de 1987 à nos jours.

Elco Saint Amand, av.

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 14

Kreyòl

soti nan paj 9

blemann-d-tè 12 janvye 2010 la.

Franswa : Fòk nou di Ameli ke n oblije ba li enfòmasyon yo gwosomodo, paske se pa youn dokiman nou te prepare. Se enfòmasyon ki vin nan tèt nou n ap ba w la a.

Ameli : Papa, mwen konprann sa, paske se youn favè w ap fè m pou penmèt mwen viv ansyen epòk sa yo. M ap felisite manman m tou ki konsakre ti moman sa a pou sèvi m. Mwen apresye sa anpil.

Franswa : Kòm nou sot site tranblemann-d-tè a, m ap pwofite fè w konnen tou ke te gen 4 siklòn ki te ravaje Pòtoprens nan lane 1751, 1781, 1785 ak 1787. Bagay yo pat manke gvrav. Se pou m fè w konnen tou ke konmès ak peyi etranje te louvri nan dat 21 avril 1807. An 1812, lè Wa Kristòf t ap fè lapli e le bo tan kont Petyon pou l te ranvèse l sou pouvwa, Petyon te refijye nan Lòj Lamitye Frè Reyini yo. Petyon te fèt 2 mas 1770. 3 mwa aprè sa, youn tranblemann-d-tè te ravaje Pòtoprens le 3 jen 1770. Petyon mouri nan dat 29 mas 1818 a laj 48 an. Petyon te antere nan fò ki te pote non li : Fò Sabès. Nan simityè prensipal la, Madan Enjinak te fè youn tonm pou rès kò Fondatè peyi nou, Jan-Jak Desalin, kote yo te ekri « *Ci-git Desalines, mort à 48 an.* » Pou te bay sa youn karaktè ekstraòdinè, Prezidan Ipolit te bati youn gwo moniman nan lane 1892 pou fondatè nasyon nou an. Se te bèl bagay.65

Tisya : Nou kapab di ke le 30 jiyè 1790, Kolonèl Modwi te kraze asanble Wès la ak kout mitrayèt. Men kòm filozòf revolisyon Divalyeris la te konn di, « *Ki fwap par lepe perura par le mèm pe* ». Yo te ansasinen kolonèl la nan dat 4 mas 1791. Pòlverèl te pwoklame libète jeneral pou tout esklav yo sou plas dam nan le 22 septanm 1793. Epi le 23 septanm 1803, Desalin te tabli twoup li nan Tijo. Nan dat 10 oktòb menm lane a, Franse yo te blije vole gagè. Premye Janvye 1804 se te fèt nan tout peyi a. Nan Pòtoprens tou te gen youn gwo seremoni. Nan dat 16 mas 1804, a 10 zè nan aswè, Desalin te pase lòd pou masakre blan Franse, eksepte prèt ak pwofesè lekòl. Epi nan dat 17 oktòb 1806 yo ansasinen fondatè a. Le 7 janvye 1807, twoup Kristòf te vin bloke Pòtoprens. Le 6 oktòb 1816, Madan Fontay ak Komisè Èsmanga te debake Pòtoprens pou te ratifye Endepandans peyi Ayiti.

Franswa : Se pou lapremyè fwa mwen wè madanm mwen chita pou dyaloge anpil konsa. Sa vle di li pran sijè n ap debat la akè, dekwa pou oumenm, Ameli, ou vin gen youn bon konpreyansyon de peyi nou an.

Gouvènman jèn nan Pòtoprens se yon nouvo modèl

Ameli : Mwen tande gen youn òganizasyon ki monte pou ede jèn yo. Eske w okouran de sa, papa ?

Franswa : Non, mwen pa okouran, san dout paske yo poko elaji kad la. Mwen poko tande gwoupman sa a ki rele Gouvènman Jèn yo. Mwen kwè li fèk ap sot nan nich li.

Ameli : E ou menm, manman ?

Tisya : Se premye fwa, Ameli, mwen tande òganizasyon sa a. Men se youn bòn ide. M ap bat bravo pou sa. Nou kwè yo rete an sèk fèmen, paske gen anpil moun ki poko tande Gouvènman Jèn yo nan Pòtoprens. Mwen ta swete pou jèn yo konprann byen sa y ap fè a, paske non sa a fò. M espere yo konprann kisa yo vle fè. Antouka, m pa gen pi plis m ka di sou sa. Sèlman m ap swete yo bòn chans. Si toutfwa ou gen okazyon pou aprann plis de sosyete sa a pa rate l.

Ameli : Mwen kwsè ou menm ak papa m reponn kesyon mwen an e m pral fè tout efò m pou m jwenn jèn sa yo. Mwen kwè se youn bèl inisyativ e m ap bat bravo tou pou mouvman an. Sa m ta swete pou m wè tou, se pou opozisyon an ta chanje figi l pou yo penmèt bagay yo mache. Youn peyi pa janm fèt pou l sou dominasyon youn sèl gwoup. Se tout nasyon an ki dwe mete tèt li anplas pou l fè kesyon yo mache. Youn opozisyon se youn gwoup mounn ki ta dwe travay nan youn sèl bi, pou ede peyi a an tout amoni pandam l ap montre gouvènman anplas la sa k pa bon e ki merite korije.

Tisya : Mwen kwè ou kòrèk nan tout sa w di la a. Pa gen lòt mwayen ke linyon pou n fè antre nou kòm Ayisyen pou ede peyi nou an. Nou chak gen youn posiblite pou ede peyi a. Pa gen rezon pou younn ap tire sou lòt. Nou dwe chanje tanperaman e ranmase karaktè nou pou Ayiti kapab pran kap li. Franswa ak Ameli, nou manke 83 lane pou n gen 300 zan depi nou gen endepandans nou. Nou pran 3 okipasyon pou ryen. Men kounnye a *MINUSTAH* ap rache manyòk li. Nou pa gen youn Lame pou siveye frontyè nou yo e mete sekirite nan peyi a. Mwen pa konprann rezon ki pouse nou tout ap kontinye fè bak.

Franswa : Ou gen rezon, paske peyi nou te fonde sou yon baz militè. Gen youn bann tèt zotolan nan pami nou ki refize konprann ke n oblije fè solidarite, tèt ansanm, pou n soti nan sa nou ye la a. Se pou n fè tou sa n konnen pou bagay yo chanje nan peyi a. Fondatè peyi a te tonbe nan lane 1806, sa fè ekzakteman 211 lane. Moman an rive pou n mete tèt nou ansanm pou n ede manman nou, Ayiti.

Ameli : Mwen kwè nou tout sou bòn wout. Gen anpil nan nou ki konsyan e ki ta renmen wè bon bagay pou peyi a. Nou pa dwe koute bann enkonsyan yo pou n pa kontinye ranpli devwa sivik nou. Pa gen mwayen pou n dekouraje nan lit la. Pèp ayisyen nou wè a gen konfyans nan Bondye ki tande priyè l e ki fè gras la desann.

Franswa : Mwen konprann ou trè byen pitit mwen. Ou pa bezwen pè, peyi Ayiti ap pran kap li pou l gen plas espesyal li pami tout nasyon yo. Nou te fè bon bagay pou anpil lòt peyi e nou kapab fè bon bagay pou tèt pa nou. Nou gen anpil pwoblèm pou n rezoud, nou kapab. Mwen dakò avèk Prezidan Moyiz, ki fè konnen li pa fè pati pwoblèm, men pati solisyon. Mwen konprann li, paske si nou rete nan pwoblèm nou p ap janm rive regle anyen. Tankou ti jèn yo ki monte òganizasyon yo a pou prepare lavni, se youn bèl bagay ke nou dwe apiye e sipòte. Y ap mete bann enkonsyan ki renmen kriz yo de kote pou yo pa vin toufe pwogrè a. Ou mèt chache wè yo pou pran kontak avèk yo.

Ameli : Mwen konprann byen ke peyi a chaje avèk yon bann enkredil, Sen Tonma, mounn tèt di. Men si nou tout bay lòt lanmen, nan youn chèn de solidarite, pa gen mwayen pou n pa kanpe. Mwen konprann ke kriminèl yo te touye fondatè peyi a jou 17 oktòb 1806 la. Kidonk, fòk nou prepare n anfòm pou n pare tout move kou. Manman, mwen kwè nou fè youn kokenn chenn travay. Si nan sosyete nou an te gen dyalòg konsa nan fanmi nou yo, sa t ap fè anpil byen pou peyi a. M ap voye youn gwo kout chapo pou ansyen Premye Minis Lamòt k ap fè tout sa l konnen pou l ede moun nan Panyòl yo k ap viv nan Kenskòf ki se yon komin Pòtoprens.

Tisya : Mwen kontan tou, Ameli, paske w konprann reyalite a. Ou fè m kontan, paske se lò mwen tande k ap sot nan bouch ou. Sou youn lòt chapit anvan nou fini koze a, mwen konprann gouvènman Ayiti a ki te pran responsablite l pou l te kanpe ak gouvènman Venezwela a. N ap viv nan demokrasi e nou gen dwa chwazi sa k bon pou nou kòm youn peyi lib e endepandan. Nou dwe batay pou dwa nou. Minis Afè Etranjè a dwe mete gason sou li pou l travay avèk tèt li byen chita sou zèpòl li. Nou bat bravo pou Anbasadè Ayiti nan OEA ki pwouve Ayiti se youn nasyon lib ki gen dwa fè chwa li vle. Antretan, m pa dakò pou Prezidan Madouwo konprann li pral kraze Lachanm. Sa se wout diktati. Mezanmi, m pa renmen pale se vre, men lè m gen youn bagay sou kè m mwen pa p fè paspouki pou pèsonn.

Franswa : Mwen konn sa manman w panse, se pa mounn k ap kite pèsonn ranse avè w. Mwen wè tou kijan w konn reflechi e bay opinyon w. Nou ta swete ke tout fanmi antame bon jan dyalòg avèk pitit yo pou Ayi kapab demare e pou n pa pwodwi eleman danjere sa yo ki sòti pou antere peyi a. Se pou palmantè yo pran responsablite yo pou yo mache ak gouvènman an sou lòd Lajistis, paske se Jistis la ki pou gen fòs sou tout bagay. Se pou n eseye konprann younn lòt pou n gen amoni nan mitan nou. Se youn gwo privilèj pou mwen, Ameli, dèske ou te envite m fè ti koze sa a avè w. Mwen deja konprann ou gen sans patriyotik. Mwen swete nou ka fè ti dyalòg sa yo pi souvan. Konsa m ap aprann nan men w e w ap aprann nan men m tou. Mwen remèsye Tisya pou patisipasyon l nan deba a tou. Prezans li ale tou drèt nan kè m. Cheri, se te youn plezi pou m te koute w. Mwen te toujou konnen ou konn istwa trè byen. Gade kijan w vini ak presizyon pou Ameli te ka byen konprann tout sa nou t ap di. Mwen ta swete yo retounen avèk liv Enstriksyon Sivik e Moral la.

Ameli : Papa ak manman, fòk nou ta anndan kè m pou n wè jan m kontan pou patisipasyon nou nan sa m te bezwen konnen sou Pòtoptrens la. Tout moun gen youn pa de responsablite. Mwen kontan nou anpil, e nou fè m anvi, viv paske nou depoze anpil bèl bagay nan djakout mwen. Mwen kwè zafè fatra a pral regle, paske Minis Jòj pral fè tout sa l konnen pou regle kesyon fatra a ki se youn gwo danje pou sante tout mounn. Pandan n ap fè sa pou n fè avèk fatra a, fòk nou gen youn metòd sansibilizasyon pou mounn sispann lage fatra kote pou yo pa lage l. Epi fòk gen youn branch polis la ki anchaj kesyon fatra y ap lage nan lari a. Mounn ki vyole lalwa, se pou yo pran sanksyon kont yo, kòm sa dwa.

Jan Bèbè

.

12 avril 2017

Complexe de 4 studios à vendre à Taïno Beach, Grand-Goâve (Haïti)

Très beau domaine perché sur la montagne, avec 4 appartements ou studios meublés, vue sur la mer. Situé à 400 pieds de la plage paradisiaque de Taïno Beach. À vendre avec lit, réfrigérateur, four dans chaque studio, électricité à l'aide d'inverter en permanence, eau courante, eau chaude, citerne, dépendances, dépôt, garage fermé, stationnement pour au moins 4 voitures. Titres propres. Prix abordable. Appeler : 450 627 6044 (Canada), 509 3727 1045 (Haïti).

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 15

PRÈS D'UNE ANNÉE APRÈS SON INAUGURATION
Ça bouge à la clinique Jacques Viau de Consuelito, R.D.

Suite de la page 1

en vue de la réalisation de cet événement qui montre la grande vitalité de cette institution.

En effet, le vendredi 31 mars 2017, la clinique Jacques Viau, dont l'inauguration a eu lieu au début du mois de mai de l'année dernière, a été le théâtre d'intenses activités médicales. Durant toute la matinée, un personnel médical pluridisciplinaire a dispensé des soins à plus de 200 patients, y compris des enfants, des femmes enceintes et des personnes d'un grand âge. Venus de trois bateyes voisins, notamment Consuelito, Vasca et Chicarrones, les coupeurs de canne et leurs familles ont fait l'expérience personnelle qu'ils peuvent bénéficier de soins médicaux de qualité dispensés par un personnel totalement dévoué à leur bien-être. Car depuis l'inauguration, l'année dernière, de cette clinique, l'idée de l'existence de cette institution créée à leur intention se propageait dans toute la zone. Mais cette foire au cours desquelles ils ont bénéficié de soins première classe constitue la preuve qu'ils seront pris en charge, en matière de soins médicaux, par des spécialistes totalement dévoués à leur cause.

L'événement a été rendu possible grâce à la collaboration de la Fondation barcelonaise « ADF-BARCELO » de la République dominicaine et les amis de « Free Kids Lead New York ». Les médecins, toutes spécialités confondues de ces deux fondations, ont mis ensemble leurs compétences et ressources à la disposition de la clinique Jacques Viau. Ce geste humanitaire, dont l'impact sur ces communautés, longtemps abandonnées à leur sort ou négligés, en matière de soins médicaux, a été hautement apprécié par les résidents de ces trois bateyes situés à l'intérieur et dans l'orbite des usines de mêmes noms. Aussi bien par les responsables internationaux et locaux de la clinique Jacques Viau. Ces derniers, qui travaillent sans relâche pour offrir des soins de niveau mondial aux coupeurs de canne et à leurs familles, ont été soulagés à l'idée que d'autres professionnels nationaux et internationaux ont pris connaissance de leur travail sur le terrain en touchant la plaie du doigt.

Les membres du personnel des deux fondations en train de comparer les notes.

Le personnel de Free Kids Lead New York posent pour une photo souvenir.

Les patients écoutent attentivement les recommandations du personnel.

À la foire médicale du 31 mars, divers spécialistes étaient au rendez-vous. Il y avait des internistes, des pédiatres, des psychiatres, et autres catégories présents, et qui pouvaient répondre aux différentes situations auxquelles ils étaient confrontés.

Dans la lettre adressée à Jean-Claude Valbrun, un Français d'origine haïtienne, dont l'initiative humanitaire a mis sur pied la clinique Jacques Viau, Dr Yokendy Pimentel, spécialiste en médecine familiale et communauté, a fait le bilan de cette foire, dont l'ordonnancement a été effectué par Me Blanca Velazco de Galindez. À titre bénévole, comme les spécialistes ayant participé à cet événement, celle-ci n'a point marchandé son dévouement et son entregent dans l'organisation de la foire. Le personnel de la clinique Jacques Viau n'a pas manqué de lui adresser leurs remerciements et gratitude. Aussi bien qu'aux deux fondations et leurs personnels qui ont fait montre d'une grande solidarité envers les patients et les responsables de la clinique pour offrir un cadre accueillant à tous.

Dr Pimentel a précisé que, en collaboration avec la Fondation barcelonaise, des dons de médicaments laissés au personnel médical ont été distribués aux patients. Aussi bien un stéthoscope et d'un moniteur de glucose dans le sang et les consommables ont été donnés à l'administration de la clinique Jacques Viau.

Autres bonnes nouvelles pour la clinique Jacques Viau

De toute évidence, la foire médicale du 31 mars, à la clinique Jacques Viau, projette cette institution sur la scène internationale. Car la collaboration de ces deux fondations et la participation de leurs personnels autorisent à croire que des événements pareils seront organisés dans l'avenir au profit des patients de la région qui avaient, dans le passé, exprimé le désir d'avoir une installation médicale de compétence mondiale à proximité.

Une famille en train d'être examinée.

Il est opportun de mettre tous ceux-là que l'évolution de la clinique intéresse à jour par rapport aux récents travaux qui y ont été réalisés.

Signalons, en effet, que privée d'eau depuis des semaines, l'institution est désormais dotée d'eau courante. Informé de la mise hors d'état de fonctionner de la pompe, qui faisait monter l'eau du puits au château de distribution d'eau dans la clinique, le président d'Hispaniola Debout, l'organisme basé à Paris, dirigé par M. Valbrun, le président de la clinique Jacques Viau, celui-ci a fait le nécessaire pour qu'une nouvelle pompe soit installée.

À la salle de réception, les patients attendent leur tour d'être inscrits.

D'autre part, le président d'Hispaniola Debout a informé que la clinique a cessé de fonctionner dans l'obscurité depuis plusieurs mois, grâce à la généreuse intervention de la Fondation «ADF-BARCELO », qui a donné à la clinique accès au courant électrique.

En effet, a expliqué Jean-Claude Valbrun, la clinique était originellement alimentée en courant électrique suite à l'intervention du maire. Ce dernier n'a pas été reconduit lors des dernières élections ayant porté Danilo Medina au pouvoir pour un second mandat. Sur ces entrefaites, il dit avoir sollicité l'aide d'un membre influent de l'administration de cette fondation qui avait promis de travailler en ce sens. Après quelque deux ou trois mois dans l'obscurité, la clinique Jacques Viaux a pu avoir le courant électrique.

Le rétablissement du courant électrique est venu à point nommé. Car cela a assuré le grand succès de la foire médicale internationale dont les résidents des trois bateyes mentionnés sont les heureux bénéficiaires.

Un tel succès donne courage à Dr Pimentel et à tout le personnel de la clinique Jacques Viau pour qu'ils double d'effort et d'avoir le courage pour œuvrer en vue de l'évolution continue de l'institution qui compte sur leurs compétences et dévouement; ainsi que les communautés des trois bateyes et des environs qui, désormais, comptent sur eux pour avoir des soins de première classes.

Les membres du personnel des deux fondations réunis devant la clinique pour une photo souvenir.

Journal 12 - 19 avril 2017:HO 4/12/17 4:30 AM Page 16

ARTS & SPECTACLES

Le Tabou Combo a causé une « tabula rasa – table rase » au concert « La nuit du Kompa » à Accorhôtel Arena de Bercy - Paris

Par Robert Noël

Le samedi 8 avril 2017, le kompa était à l'honneur au concert de Bercy que les organisateurs ont titré « *La nuit du kompa* ». On respecte l'orthographe que les architectes de cet événement ont choisie. Cette festivité culturelle s'était déroulée à « *Accorhotels Arena* » de Bercy, à Paris. Le choix des participants à ce concert a permis clairement d'établir la différence entre les groupes musicaux d'hier et ceux d'aujourd'hui.

Dener Céïde et Michael Guirand.

Le TabouCombo en concert.

On ne saurait laisser passer sous silence la clairvoyance et le mérite de ces organisateurs, qui ont présenté sur une même scène des représentants de la nouvelle génération et le Tabou Combo symbolisant l'ancienne. Mickaël Guirand était en compagnie du Tabou Combo pour marquer son retour définitif sur la scène HMI, après la dissolution de Carimi.

Le compas direct : Un produit de première nécessité, rare en Europe

Une source digne de foi nous confie que plus de 13 000 billets d'admission ont été vendus deux semaines avant la date du concert. Au total 17 000 personnes étaient présentes à ce grand événement. Les Américains diraient « *Full house* », mais pas « *sold out* », qui souvent exprime l'idée de billets vendus pour remplir l'enceinte à sa capacité maximale. Tel n'a pas été le cas puisque la capacité d'accueil de l'enceinte est de 20, 300 personnes. Mais c'est un concert réussi, tant du point de vue d'affluence que de la prestation des groupes musicaux.

C'est une preuve qu'une bonne promotion a été faite autour de l'événement. Cela montre bien comment nos frères et sœurs de la Martinique et de la Guadeloupe, les Haïtiens de France et de ses environs valorisent et supportent la musique haïtienne. En effet, des gens étaient venus de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Espagne et même du Luxembourg. Des amis d'enfance venant de ces pays nous avaient aussi signalé leur présence à ce concert.

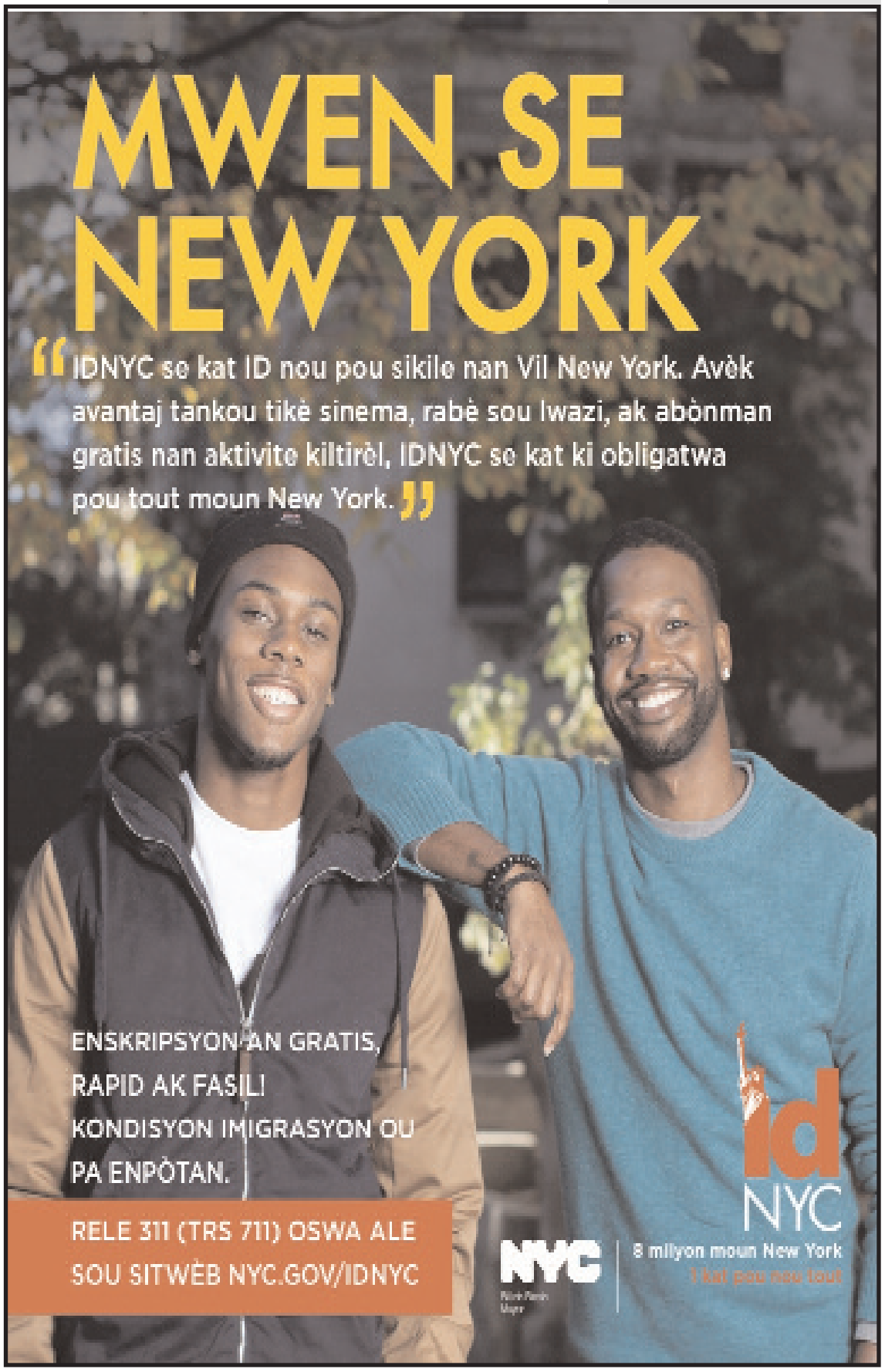
Il faut bien qu'on se rappelle qu'en Europe, en Afrique et même en Amérique, quand on dit Bercy c'est comme ci on parle du paradis terrestre. Cela exprime l'idée de grandeur, de beauté, de cadre select, où la sécurité est au maximum. Aucun diable ne peut venir de l'enfer pour se croire capable de tromper St Pierre et envahir l'espace avec l'intention de troubler la paix publique. Les mains seraient mises au collet de tous ceux qui auraient une telle intention. Ils seraient mis hors d'état de ne plus nuire.

La gestion du temps a fait paniquer certains groupes

Au cours de ce concert, on a vu défiler sur scène les groupes « *Original H* » de France, « *Kreyòl La* », « *Klass* », « *Tabou Combo* » et « T-Vice ». Le choix de « Original H » paraît plus que logique. C'est un groupe local qui mérite une grande reconnaissance, considérant les efforts que font ces musiciens pour le placer et le maintenir sur l'échiquier musical haitien. Sa participation à ce concert le prouve. Il est opportun de féliciter les organisateurs de leur compréhension à l'endroit de ce groupe, puisque « *Original H* » *pa ka kay pè pou l ta mouri san batize* ». L'effort de ces musiciens est grandement apprécié. Ils ont simplement besoin d'un représentant en Amérique et en Afrique pour être en mesure de s'imposer en Amérique et ailleurs. *Kenbe la, mesye !*

Le groupe Kreyòl La a marqué des points au tableau d'affichage. Ti Joe Zenny a dilué son vin (*li mete dlo nan diven l*) et le boit maintenant aux comptes gouttes, après la controverse autour du titre de champion du carnaval haitien 2017, qui a été décerné au groupe Kreyòl la. La participation de Kreyòl La au concert de Bercy a été très remarquable. La présentation scénique de ce groupe a montré un démarquage du traditionnel « *men m ti bagay la* ». L'entrée en scène du tambour paraissait très explicite, car cet instrument résonne fort et cela jusqu'au cœur de l'Afrique « Ginen ». C'est tout un langage et un grand moyen d'expression artistique. Si en plein XXIe siècle, des gens dévalorisent le tambour et le rôle des tambourineurs, c'est qu'ils souffrent de cécité et se rangent parmi les connards.

Jean Hérard Richard (Richie) fondateur et maestro du groupe Klass.

Le groupe Klass de Richie, qui été proclamé le groupe le plus populaire du moment, a eu un problème de gestion du temps. Il s'était lancé une course contre la montre. Pourtant, les quarante cinq (45) minutes allouées à chaque groupe paraissent suffisantes. Il est recommandé de toujours

Suite en page 7